



unesco



LA COUVERTURE DU **TERRORISME** PAR **LES MÉDIAS**

MANUEL POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION EN MATIÈRE DE JOURNALISME

Série de l'UNESCO sur l'enseignement du journalisme

Publié en 2022 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

© UNESCO 2022

ISBN 978-92-3-200251-8



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Titre original : Media and the Coverage of Terrorism. Publié en 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

Ladite licence s'applique uniquement au texte contenu dans la publication. Pour l'usage de tout autre matériel qui ne serait pas clairement identifié comme appartenant à l'UNESCO, une demande d'autorisation préalable est nécessaire auprès de l'UNESCO : publication. copyright@unesco.org ou Éditions l'UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP France.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Auteurs : Jean Paul Marthoz et Khalid Aoutail

Conception graphique : Mr. Clinton

Conception de la couverture : Mr. Clinton

Composition : UNESCO

Publié par : UNESCO

Traduit par : Carole Coen

Remerciements à la Commission canadienne de l'UNESCO pour le soutien apporté à cet ouvrage par sa contribution au Programme international pour le développement de l'éducation.

L'UNESCO remercie également ces pairs pour leur révision : Dr. Olunifesi Adekunle Suraj, université de Lagos ; Dr. Maria Nilsson, université de Stockholm ; Dr. Syed Abdul Siraj, université de Bahria ; Prof. Veronica Rupal, université de technologie d'Auckland ; Dov Lynch, UNESCO.

Couvrir le terrorisme de manière sûre et professionnelle

En 2017, une enquête de la Foundation Varkey auprès de 20 000 jeunes à travers le monde a révélé que 83% des personnes interrogées ont déclaré que le terrorisme les faisait craindre pour l'avenir - plus que tout autre facteur, y compris le changement climatique et la guerre.

Bon nombre des attaques violentes que nous voyons se dérouler aujourd'hui sont au moins en partie conçues avec une couverture médiatique à l'esprit.

Selon le rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité 2020, un total de 24 des 156 journalistes et travailleurs des médias tués en 2018-2019, ont perdu la vie à la suite d'attaques menées par des groupes engagés dans l'extrémisme violent ou le terrorisme.

Les éducateurs et formateurs en journalisme ont un rôle à jouer pour soutenir la qualité des reportages sur ce sujet complexe, ainsi que pour renforcer les capacités des journalistes à se protéger eux-mêmes lorsqu'ils couvrent des attentats terroristes.

S'appuyant sur une publication précédente de l'UNESCO *Les médias face au terrorisme : Manuel pour les journalistes* (2017), ce nouveau manuel est principalement conçu pour les formateurs en médias et les éducateurs en journalisme.

Basé sur des leçons tirées de faits réels et sur une analyse approfondie des risques et des pièges de la couverture du terrorisme, ce manuel apporte une valeur ajoutée significative au rôle des médias dans la couverture de ces défis.

Voir <https://en.unesco.org/unesco-series-on-journalism-education>



Table des matières

Avant-propos	6
Utiliser ce manuel comme outil de formation ou modèle de programme	9

Partie 1: Les médias face au terrorisme : principes généraux **12**

Module 1: Définition des termes	13
Module 2: Terrorisme et déontologie des médias	20

Partie 2: Compétences **33**

Module 3: Préparation	34
Module 4: Couvrir une attaque : assurer sa sécurité physique et celle des autres	39
Module 5: Couvrir une attaque : définir un angle, collecter des informations auprès des témoins et des sources officielles, utiliser des données open-source	43
Module 6: Couvrir une attaque : sélectionner et hiérarchiser les informations, produire des contenus	54
Module 7: Couvrir une attaque en direct : diffuser l'information	65
Module 8: Le devoir de responsabilité	70

Module 9: Le terrorisme : faits et chiffres	78
Module 10: Prise d'otages	86
Module 11: Sur le terrain des zones contrôlées par des terroristes	89
Module 12: Couvrir les enquêtes et les procès en cours	94
Module 13: Le journalisme d'investigation	98
Module 14: Radicalités et communautés	102
Module 15: Terrorisme, genre et médias	107

Avant-propos

Bon nombre d'attaques violentes ayant lieu aujourd'hui sont en partie conçues en vue de leur couverture médiatique, ciblant non seulement des victimes directes mais également des millions de spectateurs en état de choc à travers le monde. En parallèle, les énormes pressions exercées sur les médias pour attirer le public - face aux vagues continues de transformations technologiques et financières - peuvent générer une puissante tentation de se concentrer sur le violent et le sensationnel, et d'être le premier à diffuser des informations de dernière minute voire des rumeurs, avant même qu'une vérification ne puisse être assurée. L'objectif de ce manuel est d'aider les journalistes et les étudiants en journalisme à comprendre ces enjeux et à y répondre, en connaissance des équilibres, fragiles, à atteindre.

Face à des actes destinés en premier lieu à répandre la peur, les journalistes doivent prendre du recul pour analyser les effets du matraquage médiatique, des flashes d'actualité et de la diffusion en boucle des mêmes informations. Dans le cadre d'une étude réalisée en 2017 auprès de 20 000 jeunes répartis à travers le monde, 83 % d'entre eux ont déclaré que leur plus grande peur pour l'avenir était le terrorisme – devant le changement climatique, la guerre et l'inégalité des revenus.¹

Plusieurs questions se posent alors. Dans quelle mesure le traitement médiatique sert-il les intérêts des marchands de peur ? Et dans quelle mesure alimente-t-il un discours établi ou l'idée préconçue de « qui est terroriste » ? Les mots que les médias emploient, les exemples qu'ils citent ou les images qu'ils diffusent créent-ils de l'information ou des stéréotypes ? Selon certaines études qui incluent d'autres facteurs, un attentat perpétré par des musulmans ferait l'objet d'une couverture médiatique bien plus importante que d'autres attaques terroristes.² Et force est de constater que les attentats en Occident accaparent l'attention, alors que 96 % des victimes du terrorisme en 2016 vivaient en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud.³ Ces types de représentations peuvent provoquer autant d'émotion que de division, et nourrir autant d'hostilité que de contre-violence. Les risques sont réels

1 *Génération Z: Sondage sur la citoyenneté mondiale*, Varkey Foundation, 2017

2 Kearns, E.M., Betus, A. & Lemieux, A. "Why Do Some Terrorist Attacks Receive More Media Attention Than Others?", *Justice Quarterly*, 36:6, 985-1022.

3 Base de données du terrorisme mondial, université du Maryland, 2016

– les actes haineux contre un groupe perçu comme lié à une attaque ont souvent connu une hausse spectaculaire, parfois même des années après les événements.⁴

En tant qu'agence des Nations unies chargé de « construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes », l'UNESCO place cette question au cœur de ses préoccupations. Nous sommes activement engagés dans la prévention de toute forme d'extrémisme violent à travers l'éducation et l'autonomisation des jeunes, ainsi que la préservation et la célébration de la diversité culturelle. En 2015, lors de sa 197^e session, le comité exécutif de l'UNESCO a mandaté l'organisation pour promouvoir l'éducation comme outil de prévention contre l'extrémisme violent (197 EX/Décision 46). Associé à notre mandat actuel de promotion de la liberté d'expression et de l'accès à l'information dans les médias et sur internet, nous collaborons étroitement avec des organisations de médias afin de proposer des formations et des renforcements de compétences – fondés sur les conseils de ce manuel – pour sensibiliser le public concerné à ces enjeux et assurer un meilleur soutien aux journalistes travaillant dans ce domaine. En association avec le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent mis en place par le secrétaire général des Nations unies, l'UNESCO, forte de son expertise et de son expérience, collabore étroitement avec le Bureau des Nations unies de lutte contre le terrorisme (United Nations Office for Counter-Terrorism, UNOCT), les gouvernements et d'autres acteurs majeurs. Le fléau du terrorisme, quels qu'en soient les exécutants et les commanditaires, doit être combattu où qu'il frappe. Ses victimes doivent être honorées, ses survivants soutenus et ses auteurs jugés. Si le rôle des médias d'information est de couvrir ces aspects, il peut être aussi de présenter le dialogue et la discussion comme alternatives à la violence et aux effusions de sang. Sans doute ne sommes-nous pas en mesure de prévenir chaque acte de terrorisme, mais ce que nous pouvons contrôler, ce sont nos réactions. A nous de décider de ne pas laisser ce phénomène imposer la peur dans nos vies, alimenter nos préjugés ou étouffer des voix légitimes. Autrement dit, nous avons la capacité d'empêcher que la terreur ne réduise à néant nos progrès en matière de démocratie, de liberté d'expression et de droits humains dans le monde, sans quoi nous courons le risque de faire le jeu des militants de la terreur, mais aussi de ceux qui instrumentalisent nos réactions à la terreur pour promouvoir la suspicion, la

4 E Hanes, "Hate Crime in the Wake of Terror Attacks: Evidence from 7/7 and 9/11", *Journal of Contemporary Criminal Justice*, vol. 30, numéro 3, 2014.; Brian H Levin, "Responses to the Increase in Religious Hate Crimes", Comité judiciaire du Sénat des Etats-Unis, 2 mai 2017

polarisation et la violation des droits. Les médias d'information peuvent mieux faire pour aider la société à relever ces défis.

C'est dans ce contexte que l'UNESCO a commandé, en 2017, *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*. Cet ouvrage vise à explorer certains des dilemmes déontologiques que pose le traitement médiatique du terrorisme et à entamer un dialogue avec les professionnels des médias sur la manière d'y répondre de manière juste et équilibrée. Il va sans dire que cette contribution n'est en aucun cas un appel à moins d'information sur le sujet, mais à une information de meilleure qualité. Le journalisme se doit de donner des éléments vérifiables dans l'intérêt du public, et le public a le droit fondamental d'accéder à une information exacte et équilibrée, en particulier lorsque sa sécurité ou sa liberté est en jeu. Cette publication a pour principal objectif de traduire le manuel de 2017 en outils pratiques de formation. Elle résulte des discussions menées avec des professionnels des médias et des universitaires du monde entier, mais aussi de l'analyse de sessions de formations ayant mis au jour les besoins des journalistes sur le terrain.

Dans cet esprit, ce manuel, qui présente plans de cours et exercices pratiques, servira aussi bien aux enseignants et aux formateurs en journalisme qu'aux journalistes désireux de se perfectionner par eux-mêmes sur les enjeux du traitement médiatique du terrorisme. Il n'est pas exagéré de dire que les médias et le terrorisme entretiennent des relations aussi complexes que tendues. Quel autre domaine exige davantage des médias qu'ils respectent une éthique journalistique et mènent une réflexion sur son traitement ? Ce manuel propose des acquis d'apprentissage qui aideront les médias d'information à rendre compte du terrorisme. De cette manière, l'UNESCO souhaite amener l'humanité vers le point 16 des Objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals, SDG) sur la paix et la justice. Et cette ressource d'apprentissage et d'enseignement constitue plus particulièrement une contribution à la cible 16.10 : « Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux. »

Guy Berger

*Directeur de la Division de la liberté d'expression
et du développement des médias, UNESCO*

Utiliser ce manuel comme outil de formation ou modèle de programme

Comment utiliser ce programme ? Notre conseil est de le personnaliser afin de permettre aux participants d'apporter leur propre expérience au processus d'apprentissage. Ces cours et exercices ne sont pas à appliquer tels quels, bien au contraire : ils peuvent et doivent être adaptés au pays dans lequel ils sont enseignés et mis en pratique, et/ou aux institutions de ce pays. Bien que conçus pour avoir une portée internationale, ils ont leurs propres limites, et les utilisateurs sont vivement encouragés à les compléter en fonction de leur contexte.

Voici quelques manières d'utiliser ce programme :

- ▷ une ressource pédagogique venant compléter une formation déjà existante :

Certaines institutions proposent déjà des cours et/ou des modules sur les sujets traités dans ce manuel. Ce programme peut alors être utilisé comme complément. Nombre d'ouvrages conseillés ici peuvent correspondre à des cours existants ;

- ▷ un cours autonome intégrable à tout programme de formation :

Quand ces sujets ne sont pas présents dans un programme, n'importe lequel de ces modules peut être utilisé pour introduire ou intégrer de nouvelles matières susceptibles d'enrichir les connaissances et les compétences d'étudiants ou de journalistes en activité ;

- ▷ un manuel de formation :

Tout formateur en journalisme, qu'il enseigne dans une structure dédiée ou un centre de formation externe, peut adapter ce programme en fonction de l'usage qu'il souhaite en faire, en s'appuyant sur la bibliographie proposée ;

- ▷ une ressource pour les journalistes en activité :

Les ouvrages proposés dans ce manuel, et plus particulièrement ceux disponibles en ligne, peuvent présenter un intérêt personnel ou professionnel aux journalistes confirmés.

Approche pédagogique

Ces plans de cours spécialisés suivent plusieurs programmes d'enseignement du journalisme déjà publiés par l'UNESCO depuis 2007. L'approche pédagogique s'inspire ainsi notamment du manuel *Journalisme, « fake news » et désinformation*, dans lequel les formateurs conseillent et mettent en œuvre les principes suivants :

- apprentissage actif
- apprentissage par problèmes (APP)
- analyse scientifique
- études de cas
- apprentissage coopératif
- analyse textuelle
- analyse contextuelle
- traductions
- simulations
- production de contenu journalistique

Structure et modalités de présentation

Ces modules ont été conçus pour être enseignés selon un modèle qui dispense à la fois un cours théorique et des exercices pratiques. Chaque fois que c'est possible, enseignants et formateurs sont vivement encouragés à faire appel à des professionnels et des spécialistes, et à s'assurer que des études de cas, des questions et des débats d'actualité soient intégrés au programme.

- ▷ **Durée** : 30 heures réparties en 15 sessions de 2 heures chacune par module (ce qui correspond à la durée habituelle d'un cours dans une université et une école de journalisme). Les utilisateurs de ce manuel sont libres d'extraire, d'associer et d'intégrer les modules selon leurs propres modalités, comme par exemple de courts programmes d'une ou de deux journées.
- ▷ **Objectif** : apporter des connaissances (sur le terrorisme et la déontologie du journalisme) et des compétences (techniques pour couvrir des événements liés au terrorisme et le terrorisme en lui-même).

- ▷ **Méthodologie** : association de cours théoriques et d'exercices pratiques (recherche, débats, simulations) ; conseils en ressources et sources (Bibliographie, associations, institutions, etc.).
- ▷ **Outil** : ce programme est basé sur *Les médias face au terrorisme : manuel pour les journalistes*, publié par l'UNESCO, auquel il sera fréquemment fait référence, avec renvoi aux pages correspondantes. Il est donc conseillé de télécharger sa version en ligne : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000247075>
- ▷ **Modules**: ce programme est divisé en modules présentant les parties suivantes : objectifs, résumé, recommandations, exercice(s) pratique(s), acquis d'apprentissage et ressources.
- ▷ **Bibliographie** : avant, pendant et après la formation, ce programme sera à compléter par la lecture d'ouvrages et de textes importants.
- ▷ **Recommandations** : elles s'appuient sur les pratiques en vigueur dans de nombreux médias, sur leurs chartes éditoriales, mais aussi sur les décisions des conseils d'éthique et des instances de réglementation.
- ▷ **Exercices** : ils peuvent être effectués pendant les sessions ou sous la forme de devoirs à faire chez soi.
- ▷ **Ressources supplémentaires** : les ressources proposées – livres, essais et centres de recherche – s'adressent à un public international. Nous encourageons les enseignants/formateurs à intégrer des ressources et des exemples pertinents au niveau local ou régional, tant dans le domaine de la langue que de la culture.

PARTIE 1

LES MÉDIAS FACE AU TERRORISME : PRINCIPES GÉNÉRAUX







MODULE 1 DÉFINITION DES TERMES

MODULE 2 TERRORISME ET
DÉONTOLOGIE DES MÉDIAS

Module 1: Définition des termes

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme : un manuel pour les journalistes* pp. 19-26



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Maîtriser les concepts de base (définition, qualification, histoire du terrorisme).
- ▶ Intégrer les fondements et les principes fondamentaux de l'éthique et de la déontologie journalistiques.
- ▶ Aborder la couverture d'un acte terroriste avec, d'une part, les connaissances essentielles à avoir en matière de terrorisme et de lutte contre le terrorisme et, d'autre part, la maîtrise des pratiques professionnelles fondées sur le respect de l'éthique et de la déontologie.



Résumé

Lorsqu'une attaque survient, la question de sa désignation en tant que telle doit être soulevée. Par exemple, une action terroriste est-elle un acte de résistance entrant dans la lutte pour la libération d'un peuple, une action criminelle (même si elle est commise en haut lieu) ou le geste d'une personne ayant des problèmes de santé mentale ? Même si une attaque est qualifiée de terroriste par les autorités ou par d'autres instances, cette affirmation doit être questionnée. Le droit international est complexe. Si l'Organisation des Nations unies a adopté une série de résolutions et de conventions sur le terrorisme, elle ne s'est jamais accordée sur une définition précise. Les spécialistes, quant à eux, proposent des critères variés pour qualifier une attaque collective ou individuelle de « terroriste ». Il est donc conseillé aux journalistes d'attribuer la désignation d'actes de terrorisme à ceux qui les nomment ainsi plutôt que d'employer ce terme comme s'il possédait une signification autonome et universelle.

Définitions

Terrorisme

Historiquement, le terme est né pour définir le type de gouvernement, décrit comme le « règne de la terreur », qui s'est imposé pendant la Révolution française, de septembre 1793 à juillet 1794. Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, comité ad hoc créé par l'Assemblée générale des Nations unies en 2003, a tenté d'apporter une définition dans un rapport présenté l'année suivante. En s'appuyant sur les textes existants, et notamment sur les conventions de Genève condamnant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ainsi que sur les 12 conventions internationales contre le terrorisme, il proposait de qualifier de terroriste « tout acte commis dans l'intention de provoquer la mort ou des blessures graves à des civils ou des non-combattants qui a pour objet, par sa nature ou son contexte, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ». Cette proposition n'a toutefois pas été approuvée par les États-membres de l'ONU.

Il n'en reste pas moins que ce qui définit le terrorisme dans cette perspective, c'est l'acte, la cible (des civils ou des non-combattants), la gravité de la violence par rapport à ce que la Déclaration universelle des droits de l'homme désigne comme « le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de tout individu de sa personne », et l'objectif poursuivi - et non la nature de l'auteur. Sur le plan théorique, le terrorisme diffère de la violence perpétrée dans le contexte d'une guerre tel que défini par les conventions de Genève, ou d'un acte de résistance de libération nationale. Au niveau pratique, bien que notre attention se porte surtout sur des actes terroristes commis en dehors d'une guerre ou d'une lutte de résistance nationale, le terrorisme peut aussi émerger dans ces circonstances.

L'utilisation du terme « terrorisme » dépend non seulement du choix des méthodes de lutte, de la cible et des objectifs, mais aussi du contexte politique. Par exemple, Nelson Mandela, considéré comme l'une des plus grandes personnalités du XXe siècle et premier président d'une Afrique du Sud non raciale, était qualifié de terroriste par le régime de l'apartheid et d'autres dirigeants dans le monde.

Ces dernières années, des phénomènes comme l'extrémisme violent, la radicalisation et le radicalisme ont été associés au terme « terrorisme ». La question est donc très sensible, et les médias ne doivent pas tomber dans le piège de la politisation. Afin que les participants à la formation comprennent mieux l'utilisation de ces termes et le terrorisme en soi, il est conseillé au formateur de leur demander d'aborder l'histoire du terrorisme. Ce phénomène a, par exemple et selon certains spécialistes, connu des « vagues » (les attaques perpétrées par des membres de l'extrême gauche ou de l'extrême droite dans les années 1960 ou 1980, ou le jihadisme qui a émergé dans les années 1980). En avoir connaissance permet d'élaborer une typologie d'actes souvent appelés terroristes en fonction de leurs motivations, de leurs objectifs, de leurs méthodes et des moyens utilisés (voir Exercices pratiques).

Dans ce contexte et en matière de terrorisme, le rôle des acteurs étatiques n'est pas toujours simple. Par exemple, lorsque des civils périssent sous un bombardement militaire, peut-on parler de terrorisme ? A cette question, certains répondent que les facteurs de nécessité et de proportionnalité sont à prendre en compte pour juger si l'acte a fait preuve d'imprécision et d'excès par rapport à l'objectif. Et si l'action est considérée comme terroriste, la question se pose alors de savoir si les auteurs de cet acte et l'État impliqués méritent d'être désignés ainsi.

Les moyens d'action influencent également la manière de désigner les violences. S'agit-il de terrorisme quand il y a torture, enlèvement, séquestration, meurtre, tuerie de masse, violence arbitraire ou aveugle, etc. ? Les mesures de lutte contre le terrorisme prises par un État sont parfois qualifiées de terroristes par ceux qui les contestent ou les subissent. D'une manière générale, même si un grand nombre d'actions partagent les caractéristiques du terrorisme, elles ne constituent pas pour autant un phénomène en soi. Certaines actions s'inspirent des autres, d'autres font partie d'efforts et de campagnes coordonnés, mais il existe également des divergences majeures en termes d'acteurs, de motivations, de moyens, d'impacts, de financement, de réseaux, etc., à travers le monde et sur différentes périodes.

Ce qui est certain, c'est que le terme « terrorisme » est fréquemment instrumentalisé, surtout à des fins politiques et géopolitiques, et que pour les journalistes, il est très difficile d'employer ce mot de manière neutre, au regard des enjeux que représentent ses usages, aussi variés que controversés.

Terrorisme de gang

Ce terme décrit la rencontre entre criminalité et terrorisme. Aujourd'hui, il s'applique surtout aux extrémistes violents liés à la criminalité, et au phénomène d'hybridation entre des activités criminelles (trafic d'armes, de stupéfiants, traite des êtres humains, blanchiment d'argent) et des actes terroristes mus par des convictions idéologiques ou d'autres natures.

Narcoterrorisme

Ce terme s'applique notamment lorsqu'il y a coopération directe entre des groupes criminels impliqués dans le trafic de drogue et des groupes armés (guérillas ou groupes paramilitaires), entraînant des actes de nature terroriste pour atteindre leurs objectifs.

Cyberterrorisme

Les définitions en sont nombreuses, et certaines restent floues et ouvertes à toutes les interprétations. Le Conseil de l'Europe applique ce terme à l'ensemble des pratiques en ligne des groupes terroristes, dont la propagande ou le recrutement. D'autres y voient davantage un soutien au terrorisme qu'un terrorisme en soi. Dans tous les cas, il est essentiel d'identifier en amont les entités considérées comme terroristes par les Nations unies, et de décider si un acte de violence peut être qualifié de terroriste alors même qu'il est commis par des acteurs qui n'ont pas (encore) été catégorisés comme tels.



Recommandations

- ▶ Adoptez une définition de travail claire des caractéristiques d'une attaque terroriste, en faisant la distinction entre les commanditaires et les exécutants de l'acte. Elles serviront de « repères » pour traiter des événements en cours ou rappeler des attaques passées. Les journalistes doivent néanmoins rester prudents et se demander si leurs désignations viennent d'abord d'un jugement moral ou politique qui en dissimule la complexité sous une connotation condamnatrice ou si elles apportent des éléments nouveaux pour comprendre et analyser la situation.
- ▶ Prenez connaissance des listes des groupes terroristes établies par l'ONU ou d'autres institutions nationales ou internationales.
- ▶ Soyez prudent dans l'utilisation du terme « terrorisme » si vous ne citez pas ceux qui qualifient ces actes ainsi.

- ▶ Tenez compte de la confirmation officielle de cette qualification, mais restez vigilant sur une éventuelle instrumentalisation politique.
- ▶ Soyez impartial : appliquez les mêmes critères pour analyser la nature terroriste d'un acte de violence quels qu'en soient les auteurs : membres des forces de sécurité, groupes jihadistes, extrémistes de gauche, fanatiques ethniques/religieux ou suprématistes d'extrême droite.
- ▶ Ne vous laissez pas intimider par ceux qui, dans l'urgence ou souvent pour des raisons idéologiques, vous incitent à qualifier, ou à ne pas qualifier, une attaque de « terroriste ».
- ▶ Établissez une liste de sources fiables (juristes, officiels des services de sécurité, spécialistes au sein d'ONG, chercheurs de centre d'études), dont la crédibilité n'est plus à prouver.
- ▶ Concernant ces mêmes sources, soyez transparent sur leurs références et leur financement. Cette liste sera avant tout nationale, mais elle peut s'étendre aux principaux pays impliqués dans l'événement, puisque le terrorisme revêt très souvent une dimension transnationale. A cette fin, les correspondants sont appelés à adopter la même approche que celle en vigueur dans les pays qu'ils couvrent.



Exercices pratiques

1. Imaginez que les participants à la formation forment une équipe éditoriale. Celle-ci vient de recevoir une vidéo par internet dans laquelle un individu masqué revendique des attaques contre des civils et appelle à la répétition de cet acte. Pour les besoins de cet exercice, ne tenez pas compte de l'aspect juridique et lancez un débat sur la manière dont l'information devrait être traitée en incluant ou en évitant le terme « terrorisme ».
2. Identifiez 5 à 10 attaques qui ont marqué l'histoire et servent de références ou de jalons pour décrire de nouveaux actes terroristes. Faites une sélection mondiale/internationale/transnationale. En quoi ces attaques ont introduit une dimension spécifique ou un nouveau paradigme ? Observez l'usage des termes/du discours à propos des attaques que vous avez identifiées.
3. Établissez une cartographie des acteurs de la lutte contre le terrorisme dans votre pays et leurs interactions au niveau régional et international.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir maîtrisé et questionné les concepts fondamentaux (définition, qualification, histoire du terrorisme) ;
- ▶ Avoir intégré les principes fondateurs de l'éthique et de la déontologie journalistiques, en particulier dans le contexte de la couverture d'événements ou de questions lié(e)s au terrorisme.



Ressources

- ▶ Agences des Nations unies.
- ▶ Agences rapportées aux Nations unies : le Rapporteur spécial de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme ; comités ou services spécialisés au sein du Conseil de sécurité ; l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime ; l'UNESCO sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels et la destruction du patrimoine culturel.
- ▶ Études nationales, institutionnelles ou non (think tanks) intégrant le terrorisme dans leurs recherches.
- ▶ Organisations non gouvernementales impliquées dans ce domaine, avec une perspective propre à leur mandat. Les journalistes doivent alors évaluer leur sérieux, leur impartialité et leur indépendance vis-à-vis des États, des entreprises et des fondations qui les financent.
- ▶ Personnes ressources compétentes, pleinement identifiées et qui doivent faire preuve d'une transparence totale dans leurs commentaires.



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

ALTHEIDE, David L. *Terrorism and the Politics of Fear*. 2nd ed., Lanham: Rowman & Littlefield, 2017.

BAUER, Alain and Christophe SOULLEZ. *Terrorismes*. Paris: Dalloz, 2017.

BRET, Cyrille. *Dix attentats qui ont changé le monde*. Paris: Armand Collin, 2020.

CHALIAND, Gérard and Arnaud BLIN. *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à Daech*. Paris: Fayard, 2015.

CUMIN, David. *Le terrorisme. 20 points clés*. Paris: Ellipses, 2018.

HARMON, Christopher C., and Randall G. BOWDISH. *The Terrorist Argument: Modern Advocacy and Propaganda*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2018.

HENIN, Nicolas. *Comprendre le terrorisme. Bâtissons une société résiliente*. Paris: Fayard, 2017.

LAQUEUR, Walter and Christopher WALL. *The Future of Terrorism. ISIS, Al-Qaeda, and The Alt-Right*. New York: Saint Martin's Press, 2018.

LAURENS, Henry and Mireille DELMAS-MARTY. *Terrorismes. Histoire et droit*. CNRS Editions, 2010.

STOHL, Michael; Richard BURCHILL and Scott Howard ENGLUND (Eds.). *Constructions of Terrorism: An Interdisciplinary Approach to Research and Policy*. Oakland: University of California Press, 2017.

UNESCO. *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261841.locale=fr>

UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>

Module 2: Terrorisme et déontologie des médias

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 29-46



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Intégrer l'importance de la déontologie et de la législation qui encadrent et influencent la pratique du journalisme lors de la couverture d'une attaque terroriste.
- ▶ Prendre connaissance des contraintes et des droits, ainsi que des risques et des recours.
- ▶ Intégrer l'importance de connaître la législation en vigueur dans différents pays.
- ▶ Connaître les principes essentiels de l'intérêt public et de l'éthique.
- ▶ Appliquer ces principes aux circonstances particulières du terrorisme.



Résumé

Lorsqu'une attaque terroriste vient de se produire, les médias constituent souvent la première source fiable d'informations pour les citoyens, bien avant que les autorités n'aient publié leurs communiqués officiels et que l'information circulant sur les médias sociaux ne soit vérifiée. Les journalistes sont ainsi investis d'une mission essentielle : fournir une information claire, précise, rapide et professionnelle pour aider les citoyens à assurer leur sécurité, en parallèle des services officiels (police, centre de crise, etc.) ou en collaboration avec eux. Dans ce sillage, c'est grâce au traitement rigoureux des informations par les journalistes, à leur gestion symbolique de la crise, à la maîtrise de leurs émotions, à leur gravité et à leur empathie, qu'il est possible pour les médias d'information, et en particulier les présentateurs et les journalistes, de prévenir une panique malvenue. Le ton employé pour décrire les faits, ainsi que le choix du vocabulaire et la sélection des images peuvent non seulement participer à désamorcer une exacerbation des émotions déjà éprouvées, mais aussi des

vellités de représailles contre des individus ou des groupes perçus comme associés aux auteurs de l'attentat.

Les droits et principes de l'éthique journalistique concernent les choix à faire dans le cadre des droits humains internationaux, ainsi que dans celui de la mission et des protocoles du journalisme. La qualité du traitement du terrorisme, et plus particulièrement d'un attentat ou d'une prise d'otages, repose en grande partie sur « l'idée du journalisme » qui guide une rédaction ou sur la doctrine qui l'inspire. La notion de journalisme d'intérêt public impose un sens des responsabilités qui se traduit par une volonté d'être et de rester un point de référence crédible, et faisant autorité auprès de l'opinion publique. Pour les médias, erreurs et fautes doivent rester à l'état d'exceptions, et n'être tolérées ni dans leur ligne éditoriale ni dans leur pratique – surtout lorsqu'il s'agit de traiter des situations qui évoluent très rapidement.

Les principes de l'éthique journalistique (recherche de la vérité, indépendance, sens de l'humanité, transparence et intérêt public) sont particulièrement mis à l'épreuve durant un attentat, mais aussi lors de débats sur le terrorisme. Il est d'autant plus important de les rappeler face aux enjeux et controverses qu'entraînent inévitablement ces événements dramatiques. Toutefois, l'éthique n'est pas une série de règles immuables et de décrets coercitifs. Elle détermine bien sûr les lignes rouges à ne pas franchir, mais elle implique souvent un arbitrage entre des principes qui doivent être jugés à la lumière de la réalité sur le terrain et la mission d'informer. En d'autres termes, différents journalistes professionnels peuvent opter pour des décisions différentes dans la même situation, même si chacune doit toujours être bien réfléchie et justifiée. Une considération pour le respect des victimes ou la protection des populations devraient cependant accompagner constamment cette réflexion.

La législation internationale, et surtout l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les conventions régionales et les lois nationales encadrent les droits et les devoirs des journalistes. Si ceux-ci ont la possibilité de les utiliser pour justifier leur droit d'informer, ils doivent aussi être conscients des limites qui leur sont imposées. Ces droits peuvent faire l'objet de sévères restrictions au nom de la sécurité nationale et du secret d'État. Si l'État d'urgence est déclaré, le cadre juridique et sécuritaire qu'il imposera ne pourra que limiter l'étendue de leurs prérogatives. La question du terrorisme, et plus particulièrement des attentats, les enquêtes et les procès exigent une connaissance approfondie de la législation, de la jurisprudence et des pratiques relatives à la diffamation, l'insulte et la calomnie, le respect de la

dignité et de la vie privée, la présomption d'innocence, les discours de haine et le droit à l'image – entre autres.

Le terrorisme étant de nature transnationale, les journalistes sont tenus de connaître la législation des pays dans lesquels ils se rendent pour couvrir une attaque ou tout autre fait lié au terrorisme. Par exemple, alors que certains états tolèrent que des journalistes entretiennent des contacts avec des organisations considérées comme terroristes, d'autres considèrent que c'est un délit. Ce caractère transnational concerne également la diffusion de l'information et la responsabilité juridique des journalistes.

Dans un certain nombre de pays, des journalistes locaux et étrangers ont été poursuivis, voire condamnés et emprisonnés pour « complicité avec des organisations terroristes », souvent en vertu de lois qui proposent une définition floue du terrorisme.

Les droits des journalistes

Accès à l'information

Le droit d'accès à l'information est un droit fondamental de toute personne et de toute communauté à chercher à prendre connaissance des événements de la vie publique. La législation sur la liberté d'information reflète le principe essentiel selon lequel toute information détenue par un gouvernement et une institution gouvernementale est théoriquement publique et ne peut être dissimulée que pour des raisons légitimes, qui relèvent par exemple du respect de la vie privée ou de la sécurité. Les journalistes ont un intérêt particulier à exercer ce droit au nom du public.

Liberté d'expression

Selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » En ce qui concerne la liberté d'expression, physique ou numérique, l'UNESCO préconise que la libre circulation de l'information soit la norme. Si ce droit est fondamental, il n'est pas absolu. Ses limites ne sont acceptables que si elles répondent aux critères des normes internationales. Selon ces dernières, les limites doivent (a) être mentionnées dans la loi, de manière à ce qu'un individu puisse prévoir quand une expression devient illégale ; (b) être nécessaires et proportionnelles, et

ne pas compromettre les normes démocratiques ; et (c) poursuivre des fins légitimes comme le droit d'autrui ou la sécurité publique. Ces principes de restrictions nécessaires de la liberté d'expression sont inscrits dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

En résumé, toute mesure limitant la liberté d'expression doit être attentivement examinée pour s'assurer qu'elle est exceptionnelle et qu'ainsi, tout débat légitime et de fond n'est pas entravé. Le pluralisme médiatique et la diversité permettent le contre-discours, ce qui, en règle générale, est préférable à la répression de la liberté d'expression.

Apologie du terrorisme et incitation au terrorisme

Ces notions sont à prendre en compte dès lors que l'on produit un contenu journalistique : la distinction juridique entre la liberté d'expression et ce qui peut apparaître comme une glorification de la violence, ou un appel à la violence, varie d'un cadre législatif à l'autre. En général, une « apologie » présente ou commente, publiquement et de manière favorable, un acte terroriste qui a déjà eu lieu, alors qu'une « provocation » ou une « incitation » le précède. Signalons toutefois qu'au regard de certains mécanismes intergouvernementaux ou relatifs aux droits humains, le concept d'incitation au terrorisme, dans son sens le plus large, n'est pas assez précis pour donner lieu à des sanctions pénales conformes aux principes de précision et de prévisibilité encadrant cet espace de légalité.

Nous retrouvons ici les limitations autorisées au droit à la liberté d'expression et les exigences d'une procédure judiciaire régulière, ainsi que l'énoncent les articles 15 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Leur finalité est de souligner que le journalisme légitime, qu'il traite d'attaques terroristes ou non, risque d'être réprimé si les lois sur le terrorisme sont formulées en termes trop vagues.

Prévenir et entraver une incitation au terrorisme dans l'intérêt de la sauvegarde de la sécurité nationale et de l'ordre public constituent des motifs légitimes pour limiter la liberté d'expression, ainsi que l'indique le point 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ces motifs sont également conformes au point 2 de l'article 20 du même texte, qui impose aux états d'interdire tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou (ce qui présente un intérêt particulier ici) à la violence. Toutefois, au regard de la nature fondamentale du droit à la liberté d'expression, toute restriction à l'exercice de ce droit doit être

à la fois nécessaire et proportionnelle à la menace. Cela s'applique autant au caractère de la loi qu'à son application et à son exécution.

Le droit à la liberté d'expression est également lié à d'autres droits importants, dont celui de la liberté de pensée, de conscience et de religion, de croyance et d'opinion. Les journalistes ont leur rôle à jouer dans le débat national sur la manière dont les lois du pays correspondent aux normes internationales.

Déontologie (devoirs et obligations professionnelles)

Les points pertinents :

- ▶ **Selon les normes internationales**, la liberté d'expression est soumise à des restrictions d'ordre juridique et éthique, comme par exemple :
 - l'atteinte à la vie privée et au droit à l'image d'autrui sans intérêt public ;
 - l'incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse, l'appel à des crimes de guerre ou au terrorisme, les déclarations discriminatoires fondées sur l'origine, l'orientation sexuelle ou le handicap ;
 - les déclarations diffamatoires : la diffamation se définit par toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne.

Ces points sont à retenir, tant d'un point de vue juridique qu'éthique.

▶ **La présomption d'innocence**

Selon l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, « *toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées* ». Cette règle se révèle particulièrement pertinente pour les médias si les autorités déclarent les auteurs d'un acte « coupables » sans qu'un processus judiciaire formel n'ait été mené à son terme.

▶ **Le discours de haine**

Il n'existe pas de définition communément admise sur le plan international du « discours de haine ». Cependant, la loi internationale, en vertu de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, exige la restriction d'une expression (a) qui provoque un appel à la haine nationale, raciale ou religieuse ; (b) qui constitue une incitation (c), laquelle incitation appelle à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Notons l'importante nuance apportée par le Plan d'action de Rabat, élaboré sous les auspices du Bureau du Haut-Commissaire des droits de l'homme de l'ONU. Le Plan contextualise

la gravité de telles incitations selon six variables : le contexte (probabilité d'une réelle incitation) ; le statut de l'orateur ; l'intention de porter préjudice ; le contenu et la forme du discours ; l'ampleur et la portée du discours ; le lien de causalité direct entre le discours et le préjudice imminent. Le journalisme qui traite de terrorisme est tenu de ne pas promouvoir de discours de haine incitant à la violence. Dans le même temps, ce traitement doit évaluer et rendre compte des expressions de haine proférées dans l'espace public, en se référant au Plan de Rabat, ce qui permet de contextualiser le degré de dangerosité réel ou supposé du discours.

▶ **La recherche de la vérité, le doute et la prudence**

L'un des principes essentiels du journalisme, la recherche de la vérité reste impérative dans le contexte d'une attaque terroriste. Lorsqu'elle vient tout juste de se produire, confusion et approximation prennent souvent le dessus. Il s'agit alors de faire preuve de la plus grande rigueur et d'éviter le « journalisme flou ». La technique du « fact-checking », à savoir la vérification et la contextualisation des faits, est ici essentielle. La recherche de la vérité implique aussi le droit et le devoir d'expliquer et de décrypter l'origine des actions terroristes et de leurs revendications, quels qu'en soient les acteurs.

▶ **Indépendance**

Le terrorisme met en jeu le droit à l'indépendance des médias. En période de crise, ces derniers sont sous pression. Les appels au patriotisme peuvent être confondus avec un appel à la censure. Dans certains pays, la législation laisse très peu de marge de manœuvre aux médias et limite sévèrement leur action. Néanmoins, tout doit être fait pour que l'autonomie professionnelle soit préservée, afin que le public ait accès à la représentation la plus fidèle possible des faits.

▶ **Pensée critique**

The duty to inform requires a critical distance to be respected in relation
Le devoir d'informer exige de garder une certaine distance par rapport aux réactions publiques, aux déclarations et actions des autorités, ainsi que par rapport à d'autres acteurs de l'information tels que les partis politiques d'opposition ou les associations et personnalités impliquées dans ces débats. Cette position peut se révéler délicate pour un média, qui risque d'être accusé de manque de loyauté face à cette menace commune en soulevant des questions à un moment sensible. Mais elle est le garant de son intégrité, de sa neutralité et, au bout du compte, de sa crédibilité. Reconnaître et restituer le choc initial que représente un attentat terroriste n'empêche en rien de questionner la situation, par exemple sur le degré

d'anticipation et de préparation, ainsi que sur l'efficacité des réponses et des réactions. Il va sans dire que les revendications et justifications terroristes doivent soulever le plus grand scepticisme. Ces acteurs trouvent un intérêt direct à « ficeler une histoire » pour amplifier l'impact de leur geste.

▶ **La valeur des connaissances**

La spécialisation est loin d'être la règle dans la plupart des médias. Le plus souvent, les journalistes passent d'un sujet à l'autre et ne font que qu'effleurer la surface d'un domaine aussi complexe que le terrorisme. Il reste que des connaissances en histoire par exemple permettent d'éviter faux raccourcis, erreurs et autres extrapolations abusives. Lors de l'attaque à Oklahoma City, aux États-Unis, le 19 avril 1995, certains journalistes savaient que deux ans auparavant jour pour jour, des douzaines de membres de la secte des Davidiens avaient péri au cours de l'assaut des forces de sécurité américaines à Waco, au Texas. Ils ont ainsi pu tout de suite émettre des doutes sur les hypothèses d'une « piste moyen-orientale » et chercher du côté de l'extrême droite - qui, effectivement, était à l'origine de l'attaque.

▶ **Transparence**

La couverture du terrorisme implique inévitablement de s'interroger sur les décisions éditoriales prises par la rédaction. Par exemple, pourquoi évoquer le communiqué de presse d'une organisation terroriste ou diffuser des photos extraites d'une vidéo de décapitation d'otage ? Que faire de contenus issus des médias sociaux, quand ceux-ci ne sont soumis à aucun engagement professionnel ou éthique ? La meilleure réponse à ces questions est de conserver une approche singulière pour chaque cas, de ne publier que des informations vérifiées et de respecter la déontologie, même si cela demande du temps. Certains médias expliquent leurs choix d'emblée et publiquement. D'autres ne justifient leurs décisions que lorsque celles-ci sont contestées. L'un des meilleurs moyens d'instaurer la confiance est de se montrer cohérent. Le corollaire de la transparence est la capacité à corriger ses erreurs le plus rapidement, ouvertement et honnêtement possible. L'exercice rétrospectif public, c'est-à-dire l'analyse du traitement d'un sujet et l'identification des erreurs et abus commis, entre aussi beaucoup en ligne de compte. Citons à ce propos l'exemple du *New York Times* qui, dans son édition du 24 mai 2004, revenait sur sa couverture de l'invasion de l'Irak en 2003. Le journal y pointait l'erreur d'avoir relayé une désinformation officielle sur les « armes de destruction massive »

irakiennes. Cette capacité de réflexion et cette transparence constituent des gages de crédibilité à long terme.

▷ **Responsabilité envers autrui et « sentiment d’humanité »**

Un sujet journalistique, de par son existence ou son absence, exerce inévitablement un impact sur les individus, les institutions, les entreprises, etc. C’est donc aux médias de faire la part entre leur droit et leur devoir d’informer, en tenant compte de la nécessité de minimiser les répercussions négatives de la diffusion d’une information sur des questions comme le respect de la dignité des victimes, la protection des otages ou la réussite des opérations des forces de sécurité. Toutefois, une autocensure excessive fondée sur un « sentiment d’humanité » bien intentionné risque de pénaliser le droit à l’information des citoyens. Lorsqu’on parle de responsabilité, il s’agit du devoir d’informer – en tenant compte des réserves citées plus haut – sur des sujets d’intérêt public, qui se situent au-delà de l’état d’esprit général ou des injonctions des autorités.

▷ **L’intérêt public**

Ce concept reste l’un des plus difficiles à définir. D’abord parce que la notion d’« intérêt » est à double sens : désigne-t-elle les sujets qui intéressent le public ou ceux qui peuvent servir son intérêt sans pour autant l’intéresser ? Ici, les deux sont importants. Par exemple, la description des risques d’atteinte à la vie privée des services en ligne basés sur certains algorithmes sont sans nul doute complexes à expliquer et peut-être peu intéressants pour le grand public. Pourtant, avoir connaissance de ces informations est bel et bien dans son intérêt – tout comme celle des algorithmes conçus pour retenir l’attention des internautes en leur recommandant des contenus encore plus extrêmes et mobilisateurs, susceptibles de contribuer à une radicalisation vers la violence extrémiste, comme l’a rapporté le *New York Times*⁵.

Ne prendre en considération que ce qui intéresse le public, c’est fonder essentiellement son travail sur la demande effective de contenu avec une justification commerciale (viralité des contenus en ligne, enquête de perception, ventes, niveau d’audience, etc.). Les conditions sont ainsi réunies pour répondre à un impératif de rentabilité bien que ce dernier ne respecte pas le droit légitime du public à obtenir des informations lui apportant des éléments de compréhension et des connaissances, et renforçant sa pensée critique.

5 Roose, K. 2019. The making of a YouTube radical. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/06/08/technology/youtube-radical.html>

Pour la plupart des acteurs du journalisme, l'intérêt public doit au moins comprendre la révélation de violations des droits humains et d'autres crimes, la protection de la santé publique et de la sécurité, et la contribution à la capacité de participer de manière éclairée à la démocratie. Dans cette logique, l'intérêt public se distingue de l'intérêt privé (dont l'intérêt commercial des organes de presse) et de l'intérêt gouvernemental ou national, ainsi que des différents intérêts des personnalités figurant dans l'actualité.



Recommandations

- ▶ En tant que journaliste, assurez-vous de bien connaître vos droits et de vos devoirs au regard de la loi, en particulier dans le cadre d'une attaque terroriste. Informez-vous aussi sur les circonstances dans lesquelles vous devrez consulter un juriste pour éclaircir des points spécifiques ou pour assurer votre défense en cas de poursuites judiciaires à votre rencontre.
- ▶ Informez-vous sur les règles éthiques propres à l'industrie des médias, etc., sur la gouvernance pour les médias de service public et les codes d'éthique professionnelle, et tenez-vous à jour des politiques éditoriales.
- ▶ Établissez une liste de juristes, de procureurs et d'avocats de référence capables de vous guider en matière de législation et de mesures juridiques à respecter à la suite d'une attaque, en particulier en cas de situation d'urgence déclarée.
- ▶ Rappelez-vous les restrictions légitimes de liberté d'expression inscrites dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques : une restriction doit être prévue par la loi, mais aussi être nécessaire et proportionnelle à l'objectif visé – dans sa formulation comme dans son application.
- ▶ Gardez à l'esprit que la première obligation d'un journaliste est de chercher à dire la vérité. « Un journaliste est là pour dire la vérité, même si ça lui coûte... surtout si ça lui coûte », avait pour maxime le fondateur du quotidien Le Monde, Hubert Beuve-Méry.
- ▶ Ne diffusez une information que si elle a été rigoureusement vérifiée et validée.
- ▶ Expliquez du mieux que vous pouvez le contexte et les causes du terrorisme. Expliquer n'est pas justifier.

- ▶ Ne diffusez pas d'explications qui réduisent la complexité du phénomène à un seul facteur (numérique, religieux, psychologique).
- ▶ Rappelez-vous que la condamnation du terrorisme par le plus grand nombre ne doit pas empêcher de s'interroger sur les responsabilités. Un journaliste doit rester indépendant par rapport aux pressions, au discours des institutions et aux schémas préétablis. Cela garantit sa mission de « garde-fou » du système démocratique.
- ▶ Ne vous faites pas le relais des actions de communication/propagande terroristes. Soyez extrêmement prudent et consultez les autorités si des terroristes vous demandent de publier/diffuser leurs revendications, y compris s'ils proposent de mettre fin à l'attaque ou de libérer des otages en échange.
- ▶ Réfléchissez constamment à l'impact de vos actions : sur la situation à l'endroit de l'attaque ; sur le travail des équipes de secours ou des services de sécurité ; sur les victimes et leur famille ; sur les communautés d'où sont issus les auteurs présumés de l'attaque.
- ▶ Effectuez une veille et une modération des contenus de votre communauté numérique pour éviter les commentaires haineux ou inappropriés.
- ▶ Respectez l'anonymat des témoins qui ont exprimé ce souhait, mais ne proposez pas ce droit à celles ou ceux qui en usent et abusent pour faire de la désinformation, émettre des accusations sans preuves ou diffuser des discours de haine.
- ▶ Expliquez clairement vos décisions à votre audience - par exemple, si vous interrompez un direct à la demande des services de sécurité ou choisissez de ne pas divulguer le nom d'un suspect.
- ▶ Créez une « sphère de discussion » : fournissez à votre audience un moyen de vous contacter et invitez-la à vous soumettre commentaires et critiques sur votre travail.
- ▶ Si l'information que vous avez diffusée s'avère fausse ou inexacte, publiez aussitôt, et de manière visible, un erratum et proposez un droit de réponse aux personnes concernées.
- ▶ Prenez en compte les commentaires des conseils d'éthique, des conseils de presse et d'autres organes de régulation.
- ▶ Jugez l'information que vous diffusez à l'aune de « l'intérêt public », à ne pas confondre avec « l'intérêt du public » (qui se prête à des images ou des faits sensationnels).



Exercices pratiques

1. Répondez aux questions suivantes en vous référant à votre pays :
 - Quelles sont les limites éthiques et juridiques à la liberté d'expression dans l'éventualité d'une attaque ?
 - Au regard de la loi, avez-vous le droit de contacter et de rencontrer des personnes recherchées pour terrorisme ?
 - Avez-vous le droit de diffuser leurs messages, leurs interviews ? Sous quelles conditions ?
 - Les journalistes ont-ils le droit de filmer les agents de sécurité pendant une opération ?
 - Pouvez-vous contester la demande ou l'ordre des forces de sécurité de ne pas filmer un événement en cours ?
 - Avez-vous le droit de franchir un cordon de sécurité placé par la police autour de la scène de l'attaque ou de l'intervention ?
 - Pouvez-vous publier des photos des victimes ou même des témoins d'une attaque sans leur consentement ?
 - Avez-vous le droit de garder vos sources confidentielles ?
2. Avec vos collègues, vous êtes chargé d'élaborer un plan pour définir un code déontologique de la couverture journalistique du terrorisme. Formez des groupes de travail et déterminez cinq principes fondamentaux sur lesquels fonder cette charte. Justifiez vos propositions.
3. Lors d'une opération menée par les services de sécurité, on vous demande de ne pas faire de direct (ou de ne rien diffuser sur les réseaux sociaux). Organisez un débat et discutez des différentes possibilités qui s'offrent à vous. Y a-t-il une différence entre (a) une demande justifiée par la volonté de ne pas provoquer de panique ; (b) une demande visant à éviter de fournir aux terroristes, par inadvertance, des informations sensibles ou une publicité ; (c) une tentative de dissimuler des erreurs ou des abus commis par les services de sécurité ? Annoncez votre décision en qualité de « rédacteur en chef » selon les cinq principes déterminés à l'exercice 2.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient

- ▶ Avoir évalué la pratique du journalisme d'un point de vue éthique et juridique ;
- ▶ Avoir évalué droits, risques et solutions ;
- ▶ Avoir amélioré sa connaissance des cadres juridiques nationaux et internationaux, et des codes et politiques professionnels ;
- ▶ Avoir compris le principe d'« intérêt public » ;
- ▶ Savoir appliquer les principes déontologiques aux circonstances particulières du terrorisme.



Ressources

Centres de recherche/spécialistes

- Le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations unies : instruments juridiques internationaux, <https://www.un.org/counterterrorism/fr/international-legal-instruments>
- Organisations de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch et la Fédération internationale pour les droits humains) et organisations de défense de la liberté d'expression/de la presse (Reporters sans frontières, le Comité pour la protection des journalistes, la Fédération internationale des journalistes). Ces structures ont – ou peuvent vous mettre en contact avec – des juristes spécialisés dans chacun des domaines cités dans ce module (diffamation, droit à l'image, etc.).
- Les facultés de droit et les centres juridiques constituent également de précieuses ressources.
- Normes internationales :
 - Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 20).
 - Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (article 11).
 - Déclaration universelle des droits de l'homme (article 19).



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

CAMUS, Dove. *La guerre contre le terrorisme. Dérives sécuritaires et dilemme démocratique*. Paris: Editions du Félin, 2007.

COULDRY, Nick. "Media ethics: Towards a Framework for Media Practitioners and Media Consumers". In Ward, Stephen & H. Wasserman (Eds.), *Media Ethics Beyond Borders: A Global Perspective*. New York: Routledge, 2010, pp. 59-72.

CHRISTIANS, Clifford G., et al. *Media Ethics Cases and Moral Reasoning*. 9th ed., New York: Routledge, 2015.

GANZ, Pierre. *Chroniques de déontologie*. Paris: Riveneuve/UPF, 2018.

GARAPON, Antoine and Michel ROSENFELD. *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*. Paris: Presses universitaires de France, 2016.

GREVISSE, Benoit. *Déontologie du journalisme. Enjeux éthiques et identités professionnelles*. Bruxelles: De Boeck, 2010.

JOST, François. *Pour une éthique des médias. Les images sont aussi des actes*. Editions de l'Aube, 2016.

PLAISANCE, Patrick Lee. *Media Ethics: Key Principles for Responsible Practice*. 2nd ed., Los Angeles: SAGE, 2014.

SUREAU, François. *Pour la liberté*. Paris: Editions Taillandier, 2017.

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.

URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

UNESCO. *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261841.locale=fr>

UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.

URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>

WARD, Stephen J.A. *Global Journalism Ethics*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 2010.

PARTIE 2



COMPÉTENCES

MODULE 3 PRÉPARATION

MODULE 4 COUVRIR UNE ATTAQUE :
Assurer sa sécurité physique et celle des autres

MODULE 5 COUVRIR UNE ATTAQUE :
Définir un angle, collecter des informations
auprès des témoins et des sources officielles,
utiliser des données open-source

MODULE 6 COUVRIR UNE ATTAQUE :
Sélectionner et hiérarchiser les informations,
produire des contenus

MODULE 7 COUVRIR UNE ATTAQUE EN DIRECT :
Diffuser l'information

MODULE 8 LE DEVOIR DE RESPONSABILITÉ

Module 3: Préparation

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 78-79



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Être bien préparé en cas d'attaque terroriste afin de limiter les réponses ad hoc et d'établir des relations claires avec les autres acteurs (police, services d'urgence, etc.).
- ▶ Être convaincu qu'une équipe éditoriale forme un tout ; que, lors d'une attaque, tout le monde est sur le pont.



Résumé

Pour réagir de la meilleure manière possible lors d'une attaque, il est essentiel d'anticiper les conditions dans lesquelles elle sera traitée au mieux. Cela comprend non seulement la mise en place de mécanismes, mais aussi une réflexion permanente sur le sujet. Le choc que représente un attentat teste le niveau de préparation de l'équipe. Celle-ci n'échappera pas à une certaine improvisation : il y a peu de chances que la rédaction soit au complet ; certains des journalistes spécialisés seront peut-être en congé ou en déplacement, etc. Une bonne préparation est d'autant plus nécessaire : quand l'incendie se déclare, il est trop tard pour lire le mode d'emploi de l'extincteur.

CONCEVOIR LA MEILLEURE MARCHE À SUIVRE

Désigner un référent ou un groupe de travail

Afin de coordonner cette préparation, il est nécessaire de s'appuyer sur une structure existante : un groupe médiatique, une association professionnelle ou un regroupement de plusieurs catégories de journalistes de différentes publications. Créer un groupe implique de solliciter ses collègues, mais aussi des experts en terrorisme, des partenaires institutionnels, des représentants des forces de sécurité ou des associations de victimes – le tout en nombre raisonnable. Mais plus ce groupe est organisé et rassemble des spécialistes, plus il sera efficace.

Plusieurs points sont à déterminer de manière claire : hiérarchie, rôles et responsabilités, compétences nécessaires, organisation et plan de travail, mesures de sécurité, reportages et articles à produire – et ceux à éviter –, suivi, etc. Il est important de souligner que ce groupe n'est pas un comité éditorial. Il joue un rôle de conseil.

Organiser des réunions préparatoires avec les forces de sécurité

Des rencontres régulières permettront aux forces de sécurité et aux médias de s'accorder sur les règles et les conditions de coopération. A chacun sa vocation et sa mission, mais des réunions et, le cas échéant, des formations en commun participeront à rapprocher ces deux acteurs sans que leur indépendance respective ne soit remise en question. La communication en réseau et les sessions de travail sur les médias et la sécurité sont essentielles pour améliorer la circulation de l'information et le facteur confiance.

Bâtir un réseau d'informateurs et de sources fiables

Un journaliste doit se constituer un solide carnet d'adresses pour recueillir différentes opinions, recouper des informations et saisir toute la portée d'un sujet. Les membres d'associations, les organisations, les spécialistes et les représentants des forces de sécurité sont autant de sources potentielles pouvant être interrogées si nécessaire. La diversification des profils et des points de vue est essentielle pour assurer un certain niveau d'impartialité. Si vos relations avec ces sources sont susceptibles d'être cordiales, veillez à ce qu'elles ne deviennent pas « complices ». A chacun son rôle. Afin d'éviter d'être instrumentalisé, les journalistes ont intérêt à identifier le bénéfice de leurs sources à se mettre en valeur. Vérifiez chaque information et souvenez-vous qu'un journaliste n'écrit pas pour ceux qui l'informent, mais pour son audience.



Recommandations

- ▶ Les points suivants relèvent de la direction du média : le choix des reporters déployés sur place et des spécialistes analysant la situation ; l'assurance couvrant les journalistes envoyés sur les lieux pour rendre compte de l'attaque ou de l'intervention des forces de sécurité, ou qui seront chargés d'enquêter sur le(s) lieu(s) d'où vien(nen)t le(s) terroriste(s) ; la mise à disposition d'un équipement adapté (communications, protections, logiciels de protection numérique, etc.) ; le suivi psychologique des journalistes, en cas de stress post-traumatique.

- ▷ Définissez clairement les responsabilités de chacun et déterminez une chaîne de commande éditoriale.
- ▷ Prévoyez l'intervention de l'ensemble de la rédaction, en envisageant plusieurs scénarios, selon que l'attaque se produit à l'intérieur des frontières ou dans un pays voisin, qu'elle revêt une importance particulière par son ampleur, sa portée politique ou ses spécificités, ou qu'elle a lieu dans un pays qui, a priori, se trouve « trop loin » pour prendre la priorité sur des sujets d'intérêt local.
- ▷ Les journalistes des différents services/rubriques doivent continuer à travailler dans leur domaine d'expertise (par exemple, le chroniqueur scientifique sur le bioterrorisme ou d'autres formes de terrorisme ; le journaliste économique sur le financement du terrorisme ou son impact sur l'économie ; le critique d'art sur le trafic terroriste de biens culturels ou la destruction du patrimoine, etc.).
- ▷ Prenez le temps de tester le matériel : téléphones, Wi-Fi, voitures, etc. Vérifiez que chaque journaliste a bien enregistré le numéro de téléphone de tous ses collègues censés être sollicités en cas d'attaque.
- ▷ Assurez-vous que des règles ont été établies pour votre propre protection et sécurité (assurance, formation en missions dangereuses et aux premiers secours, gilet pare-balles, casque, instructions de sécurité).
- ▷ Donnez des directives claires : par exemple, sur les conditions pour se rendre sur le lieu de l'attaque.
- ▷ Définissez les procédures à adopter pour communiquer sur les médias sociaux : par exemple, la validation des messages des journalistes par leur supérieur avant publication pour éviter erreurs et divergences en matière de politique éditoriale.
- ▷ Déterminez des normes de traitement journalistique avec vos collègues, de manière informelle ou, si nécessaire, à travers des associations professionnelles.
- ▷ Organisez des rencontres préparatoires avec les forces de sécurité.
- ▷ Engagez une discussion avec les forces de sécurité sur vos droits et vos devoirs, les règles à respecter, les restrictions de reportage, etc.
- ▷ Identifiez et validez des sources clés au sein des services d'urgence, des services de sécurité, des centres de recherche, des institutions, de la société civile, etc.

- ▶ Mettez à disposition de la rédaction livres et manuels sur le traitement journalistique du terrorisme.



Exercices pratiques

1. Vos collègues vous confient la tâche de concevoir un mécanisme opérationnel pour un traitement efficace d'une attaque terroriste. Faites une liste de recommandations pour faciliter le travail des journalistes avec 1) les forces de sécurité ; 2) les autres médias ; 3) leurs confrères et consœurs.
2. Mettez-vous en relation avec d'autres rédactions et demandez-leur comment elles se sont préparées – ou non – à couvrir une attaque. Répartissez les contacts parmi les participants pour que chacun se charge d'un média.
3. Autre exercice possible : étudiez la couverture à chaud d'un attentat en analysant le traitement de différents médias à la lumière des recommandations de ce manuel.
4. Préparez un « plan sécurité » pour les journalistes qui se rendent sur les lieux de l'attaque.
5. Simulez une négociation entre un représentant de la rédaction et un directeur sur la nécessité, pour le média, de financer du matériel de protection et des formations en sécurité.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir compris l'importance d'une rédaction unie et coordonnée ;
- ▶ Avoir compris la nécessité de définir une procédure adaptée pour une bonne préparation en cas d'attaque terroriste ;
- ▶ Avoir identifié et listé les sources fiables ;
- ▶ Avoir établi une relation claire avec les forces de sécurité à propos des droits et des devoirs de chacun.



Ressources

Centres de recherche/spécialistes

« 24 heures dans la vie d'une rédaction » est un site de l'ESJ Lille et du CFI, l'agence française de développement médias. Il décrit en termes concrets le déroulement de la production journalistique pendant 24 heures dans la rédaction d'une radio, d'une télévision, d'un journal et d'un site web d'information : <https://www.24hdansuneredaction.com/>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BECKETT, Charlie. *Fanning the Flames: Reporting on Terror in a Networked World*. Tow Center for Digital Journalism, 2016.

HIGHT, Joe and Frank SMYTH. *Tragedies and Journalist: A Guide for More Effective Coverages*. Dart Center, 2009.

UNESCO. *Maintien de l'ordre et respect de la liberté d'expression : manuel pédagogique*. 2014. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000227977.locale=fr>

UNESCO. *Freedom of Expression and Public Order: Fostering the Relationship Between Security Forces and Journalists*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261467.locale=fr>

Module 4: Couvrir une attaque : assurer sa sécurité physique et celle des autres

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 79-81.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Couvrir une attaque en respectant les règles de la prudence, de l'éthique et de la déontologie.
- ▶ Comprendre que ces précautions ne sont pas des obstacles à l'information, mais l'une des conditions garantissant la qualité éthique de l'information et la crédibilité du journalisme.



Résumé

Lorsqu'une attaque se produit, la presse se doit d'assumer son rôle de point de référence : elle est tenue d'apporter une information claire, juste et précise, de dénoncer mensonges et rumeurs, et de désamorcer les incitations à la haine et les appels à la « vengeance ». Il reste que l'arrivée sur les lieux de l'attaque demande une certaine prudence. Un journaliste libre de ses mouvements est avant tout un journaliste qui évolue dans des conditions sécurisées. En outre, il va devoir interagir avec des interlocuteurs très différents : services d'intervention d'urgence (police, premiers secours, etc.), témoins, victimes et proches des victimes.

Respecter les mesures de sécurité

Pour ne pas céder à l'improvisation, reportez-vous aux recommandations du module précédent. En se rendant sur le lieu de l'attaque, les reporters doivent se souvenir des mesures de sécurité à prendre : ils peuvent être pris pour cible par le(s) terroriste(s), être blessés lors d'une seconde attaque provoquée par l'arrivée des forces d'interventions, et souffrir d'un éventuel traumatisme.

Services d'intervention d'urgence (police, véhicules de secours)

Les journalistes ont le droit légitime d'accéder à des informations d'intérêt public et de les communiquer à leur audience. Néanmoins, des mesures de sécurité peuvent avoir été mises en place à la suite de l'attaque – non pour les empêcher de faire leur travail mais pour protéger les personnes, les biens et les preuves.

En l'absence d'un tel dispositif, c'est aux journalistes eux-mêmes d'évaluer le niveau de danger de la situation en fonction de plusieurs paramètres : le nombre de personnes présentes sur les lieux, les points d'accès, les issues de secours, la position géographique, l'heure, etc.

Témoins, victimes et proches des victimes

Respecter la dignité des victimes, et en particulier celle des enfants, constitue un point essentiel. Abordez les personnes présentes pour évaluer leur état (psychologique, physique, etc.), en tenant compte d'un éventuel stress post-traumatique. Si cela est nécessaire, portez-leur secours. A l'arrivée des services d'urgence, revenez à votre strict statut de journaliste.



Recommandations

- ▶ Relisez nos conseils concernant la préparation et retenez les mesures de sécurité à suivre lorsqu'on est dépêché sur le lieu d'une attaque (par exemple, les zones d'accès et de repli, etc.).
- ▶ Relayez les informations de service public utiles émanant des autorités. Le plus souvent, ces dernières demandent au public de ne pas se rendre sur les lieux de l'attaque, de ne pas gêner les secours et les services de sécurité, de ne pas obstruer les routes et les voies d'accès, de ne pas contribuer à saturer les télécommunications et les réseaux sociaux, de ne pas répandre de rumeurs, etc. Communiquez aussi régulièrement les numéros d'urgence et les comptes de réseaux sociaux officiels fournissant des informations.
- ▶ Suivez les instructions des services de sécurité, même si elles vous paraissent trop strictes. Dans tous les cas, abstenez-vous de : franchir les cordons de sécurité ; refuser un contrôle d'identité ; garer un véhicule susceptible de gêner la circulation, en particulier pour les véhicules de secours. Les restrictions peuvent être justifiées par des informations auxquelles vous n'avez pas accès ou qui ne peuvent pas vous être encore communiquées. Attendez que tout danger soit écarté avant d'envisager de les critiquer.

- ▷ Ne touchez à rien sur les lieux d'une attaque. Ce sont des scènes de crime.
- ▷ Respectez la dignité des victimes. Portez-leur secours si vous êtes le premier à arriver sur place et que vous avez la capacité de leur apporter soutien et réconfort. A l'arrivée des secours, reprenez votre fonction de journaliste.



Exercices pratiques

Vous vivez au premier étage d'un immeuble qui donne sur une voie sans issue. Vous êtes chez vous quand soudain, vous entendez des détonations. Vous regardez par la fenêtre et vous voyez deux personnes en train de courir en criant : « Il y a quelqu'un qui tire sur tout le monde ! »

Quelle est votre première réaction ? Justifiez votre réponse.

- Je poste immédiatement un tweet : « Il y a quelqu'un qui tire sur des gens dans la rue (nom de la rue) ».
- Je filme la scène de ma fenêtre.
- Je descends ouvrir la porte à ces personnes, visiblement en danger de mort.

Vous décidez de descendre ouvrir la porte. Justifiez l'ordre de priorité ou votre choix parmi les possibilités suivantes :

- Vous saisissez cette occasion pour réaliser une interview filmée des personnes au smartphone.
- Vous rassurez les personnes et tentez d'évaluer leur degré de choc.
- Vous avertissez les services de sécurité et d'urgence.
- Vous quittez votre appartement pour vous diriger vers le lieu de la fusillade.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir pris en compte le paramètre « sécurité », lors de la couverture d'une attaque ;
- ▷ Avoir compris et opéré la distinction des relations à avoir avec les forces de sécurité, les victimes et les témoins ;
- ▷ Avoir intégré que la prudence ne constitue pas un obstacle à l'information, mais une condition préalable à un journalisme de qualité, éthique et crédible.



Ressources

Centres

The Dart Center for Journalism and Trauma. Ce centre, soutenu par l'école de journalisme de Columbia (New York), publie des recommandations et des manuels à l'intention des journalistes couvrant désastres et catastrophes. Il a développé, en particulier, des conseils sur l'interview de victimes.

<https://dartcenter.org/>

Le projet 24 heures dans une rédaction, voir Module 5.

<https://www.24hdansuneredaction.com/>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

COTTLE, Simon; SAMBROOK, Richard and Nick MOSDELL. *Reporting Dangerously: Journalist Killings, Intimidation and Security*. London: Palgrave Macmillan, 2016. DOI: <https://doi.org/10.1007/978-1-137-40670-5>

HIGHT, Joe and Frank SMYTH. *Tragedies and Journalist: A Guide for More Effective Coverages*. Dart Center, 2009.

IZARD, Ralph and Jay PERKINS. *Lessons from Ground Zero: Media Response to Terror*. Abingdon: Routledge. 2017 (Original work published 2011).

MORSE, Tal. *The Mourning News: Reporting Violent Death in a Global Age*. New York: Peter Lang Verlag, 2018.

MULLER, Christine. *September 11, 2001 as a Cultural Trauma: A Case Study through Popular Culture*. Palgrave Macmillan, Cham, 2017. DOI: <https://doi.org/10.1007/978-3-319-50155-0>

UNESCO. *Maintien de l'ordre et respect de la liberté d'expression : manuel pédagogique*. 2014. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000231305.locale=fr>

UNESCO. *Freedom of Expression and Public Order: Fostering the Relationship Between Security Forces and Journalists*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261467.locale=fr>

Module 5: Couvrir une attaque : définir un angle, collecter des informations auprès des témoins et des sources officielles, utiliser des données open-source

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 48-74.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Définir un angle.
- ▷ Rassembler des informations provenant de différentes sources.
- ▷ Identifier les éléments nécessaires à la vérification, à l'exactitude et à la conformité juridique.



Résumé

Définir un angle

L'angle d'un reportage ou d'un article de fond est l'élément factuel ou le thème autour duquel il va s'articuler, et qui figure en général dans le titre ou le chapô. C'est le prisme à travers lequel le journaliste traite l'information, en se concentrant sur cet élément ou ce thème pour que l'information fasse sens aux yeux de l'audience. D'un point de vue plus large, la diversification et la répartition des angles entre les journalistes d'une même rédaction (selon leur rythme de travail, leur localisation ou leur spécialité) permettront au public d'obtenir une vision plus complète et plus réfléchie de l'événement, qui sera également mieux mis en perspective. L'angle ne devrait être ni trop évident ni trop large, ni verser dans le sensationnel. Il doit au contraire apporter des éléments d'information supplémentaires et un éclairage particulier. Par exemple, l'un des articles sur

l'attaque sera centré sur le nombre de victimes et le type de blessures infligées ; un autre portera sur les interventions des services de sécurité et des secours.

Collecter des informations auprès des sources

Outre les victimes, les témoins directs et les services de sécurité, il est essentiel de trouver d'autres interlocuteurs pour multiplier les témoignages et de ne pas s'en tenir à une seule version, et ainsi récolter plusieurs points de vue sur l'événement.

Victimes et témoins

Quand vous arrivez sur les lieux d'une attaque terroriste, et après avoir assuré votre propre sécurité et celle des autres (voir module précédent), adressez-vous à des personnes qui ont vécu l'événement afin de pouvoir récolter des éléments concrets.

Les services de sécurité

Lors d'une attaque terroriste, les autorités mettent souvent en place un système d'information doté de porte-paroles officiels, avant de déterminer des procédures de publication de communiqués. Leurs messages se doivent d'être précis et responsables, mais aussi de n'entraver en rien l'indépendance des journalistes. Ces derniers ont pour obligation de relayer ces communications le plus fidèlement possible, en étant conscients qu'elles peuvent contenir des erreurs ou présenter une version des faits compatible avec un agenda officiel. Comme toute autre donnée, ces messages doivent être traités de manière journalistique pour fournir une information pertinente et légitime, et être recoupés avec d'autres données.

Les spécialistes

Il est important de s'appuyer sur des spécialistes non seulement reconnus, mais aussi et surtout pertinents sur la question. Ils doivent être indépendants, experts dans leur domaine et validés par leurs pairs ou par le monde universitaire. Toute information doit être vérifiée. Indiquez clairement leur affiliation et, lorsque c'est possible, la tendance ou les affinités du think tank au sein duquel ils travaillent (par exemple : libéral, néo-conservateur, etc.). Ne reprenez pas de descriptifs auto-attribués comme « l'un des think tanks les plus influents ».

Politiciens et activistes

Une attaque constitue une actualité particulière qui provoque une multitude de réactions politiques. Un représentant de l'administration publique n'est pas

forcément impartial. De même, soyez vigilant avec un activiste ou un chef de parti politique, susceptible de chercher à exploiter l'événement.

Utiliser les rapports officiels, les contenus des médias et les données open-source

LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE OFFICIELS

Les médias s'appuient largement sur des sources officielles facilement accessibles pour leurs flashes d'information ou leurs analyses, sans toutefois toujours en vérifier les éléments – qui sont souvent présentés comme des faits et ne sont que trop rarement questionnés. Il faut pourtant se montrer prudent, car la plupart de ces communiqués sont plus sélectifs qu'exhaustifs – et, ici encore, valider leurs informations. Le fait qu'elles émanent des autorités ne vous dispense en rien de les vérifier.

Rappel : un communiqué de presse est un élément de documentation, pas un article. La publication d'un communiqué de presse in extenso fait du média un canal de communication institutionnel. Ce type de contenu brut demande toujours un traitement journalistique.

CONTENUS PRODUITS PAR LES MÉDIAS

Les journalistes s'appuient aussi souvent sur les agences de presse, qui sont des références grâce à l'étendue de leur réseau, leur réactivité et leur fiabilité. Toutefois, le contenu d'une dépêche doit prêter à réflexion et ses informations doivent être recoupées, ou qualifiées, avant d'être utilisées. Les productions d'agences de presse relèvent elles aussi du journalisme et sont donc également sujettes à erreur. De plus, un fait rapporté par plusieurs d'entre elles n'en fait pas pour autant une vérité – vous risquez de relayer une fausse information en vous fiant à sa récurrence.

COMMUNICATION DIRECTE DES TERRORISTES

Certains groupes terroristes possèdent leur propre média en ligne, comme *Inspire* (Al-Qaïda) or *Dabiq/Rumiyah* (État islamique) et comptent surtout sur les réseaux sociaux pour diffuser leurs messages ou faire l'apologie de leur violence. Le terrorisme d'extrême droite est exploité sur des plateformes comme 4chan. Il est impératif de ne pas relayer leurs messages de propagande mot pour mot. En outre, il est recommandé d'être particulièrement prudent en ce qui concerne les interviews avec des membres de groupes terroristes, car on risque de tomber dans le piège d'une tribune directe et non filtrée.

RÉSEAUX SOCIAUX

Parce qu'Internet permet à tout citoyen de produire du contenu, cette vague de contenu accessible va de pair avec une augmentation des informations non vérifiées, fausses ou manipulées (canulars, rumeurs). Certaines personnes commentent, ou enregistrent et diffusent des images d'événements en temps réel. Cette tendance, même virale, n'est en aucun cas une garantie de fiabilité. La prolifération des contenus (via les réseaux sociaux, les téléphones mobiles, les blogs) crée un besoin absolu de vérifier, trier et interpréter les flux de données. Il s'agit d'un fouillis chaotique de rumeurs, d'extrapolations, d'hypothèses, de désinformation, de mésinformation et de trolling. Des outils sont disponibles pour vérifier un contenu numérique. Méfiez-vous de tout ce qui semble trop beau pour être vrai. Pour vérifier si une image a déjà été publiée auparavant, vous pouvez utiliser TinEye et Google Image Inversée. De plus, la vidéo peut être manipulée en utilisant l'intelligence artificielle. Ce phénomène est appelé « Deepfake ».

Face à cet univers aussi confus qu'anxiogène, les « actes journalistiques », définis par le journaliste Josh Stearns comme étant ceux qui répondent aux principes éthiques et professionnels de la pratique, sont cruciaux. Néanmoins, même les grands médias et les journalistes confirmés peuvent se tromper. Il est essentiel de procéder à des contre-vérifications, encore et toujours, ainsi que de maintenir sa crédibilité en ne publiant que des informations validées et en donnant la priorité aux commentaires documentés plutôt qu'aux opinions formulées sous le coup de l'émotion.



Recommandations

Angle

- ▶ Ne choisissez pas un angle trop évident : il n'ajoutera rien à ce que communiquent déjà les sphères publiques. Un angle trop attendu ou adopté par tous les médias risque de contribuer à la diffusion de stéréotypes et de préjugés alimentant la généralisation d'un point de vue unique.
- ▶ Ne choisissez pas non plus un angle trop général, susceptible de désorienter l'audience. Donner un aperçu global de l'événement en essayant de traiter une attaque terroriste sous tous ses aspects ne fait qu'effleurer le sujet. Informer, c'est être spécifique : en se concentrant sur des aspects plus précis et plus concrets, vous proposerez une meilleure mise en perspective.

- ▶ Ne cédez pas aux angles sensationnalistes. En jouant sur les émotions et l'indignation qu'elles suscitent, vous renforcerez la peur plutôt que d'apporter des informations. Cette approche, parfois motivée par des raisons purement économiques, est à même de polariser les points de vue, d'attiser la haine envers un groupe et de faire le jeu du terrorisme.

Sources

TÉMOINS ET VICTIMES

- ▶ Méfiez-vous des victimes qui s'annoncent elles-mêmes comme telles et prétendent avoir assisté à l'événement.
- ▶ Demandez l'accord des victimes et des témoins pour utiliser leur droit à l'image – et en particulier celui des victimes. Ces personnes ont le droit de refuser d'être filmées ou interviewées.
- ▶ Un enfant, même s'il accepte d'être interviewé, n'est pas en droit de donner son consentement à être filmé (l'autorisation d'un parent, d'un représentant légal, etc. est nécessaire).
- ▶ Si des victimes refusent de s'exprimer, ne leur proposez pas d'argent pour les convaincre de le faire.
- ▶ En règle générale, et à moins que cela mette des vies en danger, invitez les victimes et les témoins à s'exprimer à visage découvert en leur expliquant que cela participe à l'intérêt public.
- ▶ N'aggravez pas l'état de choc d'une victime. Posez vos questions avec prudence et respect. Une personne qui vient de vivre une attaque ou de perdre un proche subit un traumatisme et sera probablement incapable de vous répondre normalement, voire de se rendre compte de ce qu'elle dit. Elle peut aussi souffrir de symptômes physiques comme des difficultés à respirer, un affaiblissement, des vertiges, ou une déshydratation et ne consentir à parler qu'à des urgentistes ou aux services de sécurité. Sous l'effet du choc, elle peut aussi ressentir de la colère, ou entrer dans un accès de fureur contre un journaliste qui insisterait pour l'interviewer.
- ▶ Ne négligez pas l'impact que peuvent avoir des images de victimes et des témoignages de survivants sur leurs proches.
- ▶ Il est évidemment souhaitable que les proches d'une victime n'apprennent pas son décès par les actualités. La communication d'un décès est du ressort des autorités compétentes, et les proches ont le droit de l'apprendre de manière privée.

- ▶ Mettez systématiquement en question les propos de vos sources. Répétez plusieurs fois et régulièrement les mêmes questions. Comparez les réponses avec des faits vérifiés. Ne vous montrez pas intrusif lors de l'entretien: une victime ou un témoin ne pas devrait être interviewé(e) comme s'il s'agissait d'un spécialiste ou d'un politicien. Il est important de récolter des informations concrètes, même si les personnes ont envie de partager leur opinion ou leur ressenti sur l'événement. C'est le recoupement des données factuelles qui vous donnera une vision globale.

LES SERVICES DE SÉCURITÉ

- ▶ Sur site, les officiels sont en général soumis à des règles strictes, pour la collecte comme pour la diffusion d'informations. Toutefois, des cellules d'information officielles sont souvent mises en place. N'insistez pas auprès d'autorités qui ne peuvent ou ne veulent pas vous parler.
- ▶ Si nécessaire, appuyez-vous sur des sources proches du dossier. Des contacts privilégiés avec certains officiels permettent d'obtenir des informations. Mais s'il a été précisé en amont que les données sont confidentielles, cette confidentialité doit être respectée – après avoir vérifié si elle s'applique à l'information elle-même ou seulement à l'identité de l'informateur. De plus, restez prudent quant aux fuites et aux « tuyaux », impossibles à vérifier de manière indépendante.
- ▶ Respectez la loi et ne gênez pas le travail des services de sécurité.

LES SPÉCIALISTES

- ▶ Certains médias sollicitent toujours les mêmes spécialistes en cas d'attaque, qui sont souvent connus pour leurs précédentes apparitions médiatiques, elles-mêmes motivées par cette récurrence, dans un cycle sans fin. Cette chambre d'écho médiatique est à éviter.
- ▶ Parfois « enfermés » dans des thèses qui les éloignent de la réalité, les spécialistes peuvent affirmer des idées qui sont loin d'être prouvées. Certains, par exemple, sont prompts à accuser internet de favoriser la radicalisation vers l'extrémisme violent ce qui, selon une étude de l'UNESCO, serait une théorie simpliste et peu étayée. Il est donc nécessaire de vérifier la qualité de leur spécialisation et leur indépendance. Certains experts sont liés politiquement, que ce soit à travers leur propre activité ou à travers l'institution ou la fondation qui les emploie, ou encore le ministère, le service de renseignement ou tout autre entité qui les finance. De même, exagérer la menace peut parfois servir leurs intérêts économiques.

- ▶ Sollicitez des spécialistes dont les compétences et la notoriété sont pleinement reconnues par le monde de la recherche ou leurs pairs. Leur domaine d'expertise doit être clairement défini – il n'existe pas de « spécialiste en tout ». Les spécialistes évoluant dans le cadre universitaire soumettent en général leur travail à un collège de chercheuses et de chercheurs, ce qui implique une méthodologie rigoureuse et une mise en perspective – et, ainsi, l'apport d'éléments et d'analyses mesurés et pertinents.
- ▶ Le monde de la recherche et des spécialistes ne se limite pas aux hommes : sollicitez aussi des femmes. Interrogez l'ensemble des expert(e)s sur les dimensions de genre de l'événement : elle peut se montrer pertinente tant à propos des auteurs de l'attaque que des victimes et de leurs proches.
- ▶ Comparez les dires des spécialistes avec les éléments que vous avez vérifiés. Avant de vous entretenir avec un(e) expert(e), préparez l'interview en rassemblant éléments concrets et analyses. Ainsi, vous ne dépendrez pas uniquement de ses connaissances. Pour résumer, menez l'entretien avec assurance et sans prendre toutes ses paroles comme argent comptant.

POLITICIENS ET ACTIVISTES

- ▶ Documentez et décrivez les liens et affiliations des personnes que vous souhaitez solliciter.
- ▶ Confrontez leur discours avec des données réelles et vérifiées, leurs précédentes déclarations, la pertinence de leurs propositions, etc.
- ▶ Ne cédez pas aux personnes qui s'adonnent à l'amplification des stéréotypes, la diffamation, la calomnie, l'insulte, l'incitation à la haine envers une communauté, ni à ceux qui font l'apologie de la violence.

Filmer l'événement

- ▶ Respectez le droit à l'image et la vie privée. Traitez chacune des personnes avec respect et dignité. La liberté d'information et le droit du public à avoir un compte-rendu visuel de l'événement ne doivent pas prévaloir sur les droits de ceux qui sont présents sur les lieux. Soyez particulièrement attentif aux personnes vulnérables. Dans l'idéal, les victimes ne devraient être ni photographiées ni filmées, sauf si leur visage est flouté à la postproduction ou si elles donnent leur consentement.
- ▶ Gardez une distance suffisante pour filmer l'événement sans gêner les services d'urgence. L'utilisation d'un zoom est à éviter car elle peut constituer une intrusion dans la sphère privée et flatter les penchants

voyeuristes. Si vous avez besoin de varier les plans, filmez les gens de dos ou floutez leur visage avant diffusion.

- ▶ Proposez une représentation de la situation aussi exacte et complète que possible. Pour une lecture claire des événements, respectez les règles élémentaires en matière de composition de l'image et ne saturez pas le cadre d'informations. Des plans compliqués et une foule de détails peuvent se révéler difficiles à interpréter par l'audience.
- ▶ Évitez de relayer des stéréotypes sur les individus et les groupes. La photographie et la vidéo ne sont pas à l'abri de ce type d'écueils, pendant la prise de vue(s) mais aussi lors de la sélection des images. Lorsqu'il traite les signaux visuels, le cerveau se concentre sur ce qu'il connaît et, au cours du processus, de nombreux facteurs influencent la compréhension des données basiques qui s'affichent.

Utiliser des données open-source

- ▶ Ces données nécessitent un fact-checking permanent. Certaines compétences sont à acquérir pour ne pas se faire piéger par un canular, ne pas se faire manipuler ou ne pas se précipiter sur de fausses conclusions.
- ▶ Prenez systématiquement le temps d'analyser le contenu d'une dépêche et d'en recouper les éléments avant de diffuser des informations venant d'une agence de presse ou d'un autre média.
- ▶ Vérifiez toujours l'authenticité d'un contenu susceptible d'avoir été manipulé techniquement (deepfake). Demandez leur avis à des spécialistes d'intelligence artificielle si une vidéo vous semble étrange.
- ▶ Prenez en compte l'effet « astroturfing », ou désinformation populaire planifiée, qui recourt à diverses techniques – manuelles ou algorithmiques – pour simuler l'activité d'une foule sur les réseaux sociaux. Le terme vient du gazon artificiel utilisé pour donner l'illusion de verdure naturelle. Dans le contexte de la désinformation, l'astroturfing peut se traduire par la diffusion de fausses nouvelles, le ciblage d'audiences et de journalistes, avec l'intention de les détourner ou de les induire en erreur, en particulier sous la forme de « preuves » d'un faux soutien populaire à une personne, une idée ou une information politique. Les « tendances » des médias sociaux peuvent aussi être créées par des astroturfers. Les groupes terroristes donnent souvent l'impression qu'il y a beaucoup de monde derrière une idée. Cet effet est renforcé par la puissance des algorithmes mis en place

par les compagnies du web, qui récompensent une apparente popularité par une mise en avant et des recommandations.

- ▷ Posez-vous toujours la question de savoir qui est l'auteur d'un contenu posté en ligne et assurez-vous que vous avez son autorisation de l'utiliser.
- ▷ Restez prudent dans l'utilisation de Twitter et d'autres médias sociaux : les comptes que vous consultez sont-ils ceux de vraies personnes ? Comment savoir si un compte vérifié n'a pas été piraté ? En cas de doute, mieux vaut ne pas en citer le contenu.
- ▷ Attribuez toujours une information à sa source. Cela dit, le journalisme ne devrait pas présenter une information douteuse sans précautions ni questionnement simplement parce que son auteur est cité.



Exercices pratiques

1. Une attaque à l'arme automatique vient de se produire dans un centre commercial, et son auteur a pris la fuite. Vous vous rendez sur les lieux. Un cordon de sécurité a été mis en place, l'accès est interdit et vous vous retrouvez à environ 300 mètres du site. Vous ne voyez pas ce qu'il s'y passe et vous décidez de ne pas pénétrer dans la zone protégée. Proposez une liste de personnes à interviewer et expliquez vos choix.
2. Expliquez ce qu'il s'est passé lorsqu'une bombe a explosé dans une salle d'embarquement d'aéroport, tuant des dizaines de personnes. Répartissez les participants en victimes, témoins, membres des services de sécurité, proches des victimes, reporters et photo/vidéojournalistes. Entraînez-vous à poser des questions dans chacune de ces catégories. Cet exercice se termine par un débriefing et un rappel des règles d'interview.
3. A la suite de l'attaque, une vidéo postée en ligne quelques minutes plus tôt par « Citoyen357*K » devient virale. Elle montre une scène où un individu prépare des explosifs et déclare qu'il prépare un attentat à la bombe qui suivra la fusillade. La vidéo n'a pas encore été authentifiée, mais plusieurs médias l'ont déjà reprise. Quelle attitude adoptez-vous envers ce contenu ? Justifiez vos réponses.
4. Un exercice supplémentaire porte sur l'aspect éthique du tournage d'une attaque et celui de la diffusion d'images. Quel est le rôle et quelle est la responsabilité des journalistes photo et vidéo et du média ?



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir souligné l'importance du choix d'un angle original, précis et non sensationnaliste comme préalable à la production d'un contenu à valeur ajoutée ;
- ▶ Avoir intégré que la collecte d'informations doit être effectuée à l'aide de différents outils et méthodes, selon le type de sources sollicitées (victimes, témoins, membres des services de sécurité, politiciens, spécialistes) ;
- ▶ Avoir intégré l'importance du respect de la déontologie et de la loi lors de la collecte d'informations auprès de témoins, et à travers les images ;
- ▶ Avoir intégré les exigences de vérification et d'exactitude avant d'utiliser des données open-source, officielles ou d'autres médias.



Ressources

Centres

The Dart Center for Journalism and Trauma. Ce centre, soutenu par l'école de journalisme de Columbia (New York), publie des recommandations et des manuels à l'intention des journalistes couvrant désastres et catastrophes. En particulier, conseils sur l'interview de victimes. <https://dartcenter.org/>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BERNIER, Marie-François (Dir.). "Médias et terrorisme." *Les Cahiers du Journalisme*, Université Laval, 1st Quarter, 2018. This special feature offers insights from a wide variety of authors (Europe, Canada, Maghreb and Middle East, Latin America, Africa) into a phenomenon traditionally "dominated" by Anglo-Saxon researchers.

BOUCHARD, Martin (Ed.). *Social Networks, Terrorism and Counter-Terrorism: Radical and Connected*. Abingdon: Routledge, 2015.

BRIANT, Emma Louise. *Propaganda and Counter-Terrorism: Strategies for Global Change*. Manchester: Manchester University Press, 2015.

- THE CARTER CENTER (Ed.). *Countering Daesh Propaganda: Action-Oriented Research for Practical Policy Outcomes*. (Workshop Report). Atlanta: The Carter Center, 2016. URL : https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/countering-isis/counteringdaeshpropaganda-feb2016.pdf
- EDER, Jens and Charlotte KLONK (Eds.). *Image Operations: Visual Media and Political Conflict*. Manchester: Manchester University Press, 2016.
- HEDAYAH. *The New Frontline: The World of Communications is the New Frontline in the Battle Against Violent Extremism*. 2018. URL : <https://hedayahcenter.org/resources/the-world-of-communications-is-the-new-frontline-in-the-battle-against-violent-extremism-2/>
- MAGGIONI, Monica and Paolo MAGRI (Eds.). *Twitter and Jihad: The Communication Strategy of ISIS*. Milan: Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 2015. URL : <https://www.ispionline.it/en/publicazione/twitter-and-jihad-communication-strategy-isis-13104>
- MARCELLINO, William et al. *Monitoring Social Media: Lessons for Future Department of Defense Social Media Analysis in Support of Information Operations*. Santa Monica: RAND Corporation, 2017. DOI: <https://doi.org/10.7249/RR1742>
- MORSE, Tal. *The Mourning News: Reporting Violent Death in a Global Age*. New York: Peter Lang Verlag, 2018.
- MORTENSEN, Mette. *Journalism and Eyewitness Images: Digital Media, Participation, and Conflict*. Abingdon: Routledge, 2017.
- UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>
- UNESCO. *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261841.locale=fr>
- UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>
- WIEVIORKA, Michel and Dominique WOLTON. *Terrorisme à la une*. Paris: Fayard, 1987.

Module 6: Couvrir une attaque : sélectionner et hiérarchiser les informations, produire des contenus

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 48-74.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Sélectionner et hiérarchiser les informations.
- ▷ Produire des contenus..



Résumé

Sélectionner et hiérarchiser les informations

La sélection et la hiérarchisation de l'information sont essentielles. Il est possible qu'au fil de la collecte, on se rende compte que certaines données sont imprécises, incohérentes ou contradictoires. L'angle peut alors être modifié en fonction des éléments vérifiés dont on dispose. Dès lors, les informations hors sujet, fantaisistes ou douteuses sont à éliminer en fonction de plusieurs critères.

Le type de données

Trois types de données sont à distinguer.

1. Informations factuelles et vérifiées, en opposition aux informations fausses ou manipulées, aux canulars et aux rumeurs.
2. Opinions (publique sur les médias sociaux, des témoins oculaires, des membres de la famille, d'acteurs politiques).
3. Perceptions ou sentiments (condoléances, condamnations, messages de solidarité, etc.).

L'objectif est de trouver un équilibre entre les trois. Trop souvent, les ressentis l'emportent sur les faits, ce qui génère plus d'émotions que d'éclairage sur le sujet.

Images

Comment choisir une image ou une séquence vidéo ? Si elles sont produites directement par le journaliste, reportez-vous aux chapitres de ce manuel consacrés à la photographie et au tournage (voir Module 5). Dans le cas d'une photographie venant de l'extérieur, vérifiez-en l'authenticité grâce à des outils en ligne comme TinEye ou la recherche d'image inversée sur Google. Comme mentionné dans le module précédent, recourir au floutage des visages est une option à retenir d'un point de vue éthique.

Produire des contenus

RÉFLEXION SUR L'ANGLE

Même à ce stade, vous pouvez redéfinir votre angle en fonction des informations que vous avez vérifiées. Par exemple, si le traitement envisagé ne peut plus être entrepris parce qu'il vous manque des éléments fiables, mieux vaut en choisir un autre que d'employer le conditionnel.

LA CONSTRUCTION

La couverture d'une attaque se prête à la formule journalistique classique de la pyramide inversée (les éléments les plus importants sont placés en tête) et au principe que plus une information est récente, plus elle est importante. Mais ici encore, il est absolument nécessaire de vérifier et de valider les dernières communications reçues, et de discerner leur pertinence à figurer en début de contenu. Par exemple, si l'angle choisi est d'aborder les réactions politiques à l'événement, il n'est pas habituel de mettre en évidence la réaction d'une personnalité anecdotique au prétexte qu'il ou elle vient de faire une déclaration, il y a cinq minutes.

La règle fondamentale des « 5 W » (who, what, when, where, how – qui, quoi, quand, où, comment) doit être appliquée en la complétant par deux autres interrogations : « donc ? » et « pourquoi ? ». Prenons la question de base « qui ? ». Quelles informations sont vraiment pertinentes ? Celle de la couleur de peau de l'auteur présumé de l'attentat, par exemple ? Si oui, est-elle systématiquement précisée ou ne concerne-t-elle que les « autres » individus (tels que ceux appartenant à une minorité) ? Contribue-t-elle à répondre à la question « pourquoi ? » ou reflète-t-elle des hypothèses d'ordre racial ou ethnique non fondées ?

LE SENSATIONNEL

L'importance de l'information que l'on a collectée et vérifiée est d'abord définie par ce qu'elle apporte à l'intérêt public. Ensuite, la structure du contenu doit garder un sens des proportions. Les éléments d'ordre sensationnel sont donc à équilibrer avec des éléments d'ordre contextuels, dans l'objectif prioritaire d'informer et non d'alimenter l'aspect émotionnel de l'événement – même si celui-ci a été plus facile à documenter et s'il attire souvent plus d'audience que les faits en soi, plus arides.

VOCABULAIRE, SYNTAXE

Le vocabulaire et la syntaxe sont très importants. En linguistique, il est communément admis que la langue permet d'exprimer une pensée, mais aussi et surtout qu'elle permet de la construire. Les mots sont donc loin d'être anodins. Ils ne se contentent pas de simplement décrire une situation mais contribuent à édifier une représentation des choses. Dans le cas d'une attaque terroriste, ils ont donc le pouvoir d'attiser les peurs, de polariser les points de vue et de créer les conditions dans lesquelles la haine envers un groupe va naître et croître.

NUANCER UNE IDÉE

Il existe plusieurs moyens de traiter une information qui n'a pas été confirmée. Nous les énonçons dans la partie « Recommandations » ci-dessous.

POSITIONNEMENT JOURNALISTIQUE

Cette question repose sur l'essence même de ce que signifie être journaliste. Voir nos recommandations ci-dessous.

COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES IMAGES

Images et contenu s'accompagnent mutuellement. La rédaction d'une légende doit tenir compte des éléments visuels pertinents et contribuer à distinguer plusieurs niveaux de lecture.

MAXIMISER L'INFORMATION

Dans la course au profit ou au scoop, la tentation est grande pour un média de donner un aspect sensationnel à ses contenus. Mais elle ne doit jamais prévaloir sur sa mission d'information publique ni exercer un impact politique ou social négatif sur la compréhension du public. Nous ne saurions donc trop conseiller de couvrir un acte terroriste avec une forte dimension informative.



Recommandations

Type de données

- ▶ Pour vous assurer qu'une information est factuelle et vérifiée, prenez en compte sa source (institution, média, spécialiste, etc.), sa crédibilité, sa forme (interview, image, etc.), sa date, son registre de langue (formel, usuel, parlé), sa spécificité (les éléments précis sont plus faciles à vérifier), sa neutralité, sa viralité au sein de médias reconnus, la transparence de son mode de collecte et de diffusion.
- ▶ Une opinion digne d'intérêt doit être fondée sur des éléments factuels vérifiés et sur une argumentation fiable. Autrement dit, les discours purement rhétoriques sont à écarter ou à contextualiser. La nécessité d'un débat démocratique fait de l'opinion éclairée l'une des clés de la pertinence journalistique. D'un point de vue juridique, rappelons qu'en termes de limites légitimes à la liberté d'expression, les restrictions sont justifiables lorsque l'appel à la haine implique la possibilité d'un réel préjudice.
- ▶ Utiliser une information liée à une perception ou un sentiment présente un intérêt si elle reflète une situation réelle – et non éventuelle ou imaginaire. Elle doit respecter un certain niveau de dignité et contribuer autant que possible à la compréhension de la situation. D'un point de vue juridique, rappelons que ce type d'information ne doit pas dépasser les limites légitimes de la liberté d'expression.

Vocabulaire

- ▶ Être conscient, précis et concret dans le choix des mots reste la meilleure manière de décrire un événement. Cela permet aussi de s'assurer que la collecte et la vérification des informations ont été effectuées avec rigueur, car il est impossible d'être précis sans s'être suffisamment questionné en amont.
- ▶ Les termes « jihadisme », « guerre », etc. ne sont pas des mots neutres. Demandez-vous toujours si l'utilisation d'un mot renferme une connotation politique. L'idée n'est pas d'aseptiser son vocabulaire, mais de toujours questionner sa portée politique. Quelques exemples : terrorisme, résistance, agression, action préventive, massacre et dommages collatéraux sont des mots qui possèdent différentes connotations.
- ▶ Écartez toute influence extérieure, binaire, idéologique et essentialiste sur les protagonistes et la situation. Par exemple, l'État islamique est-il

un État ? Est-il islamique ? Est-il préférable d'utiliser le terme « Daesh » - qui signifie la même chose en arabe ? Ou d'indiquer que le groupe s'est attribué le titre d'État islamique pour se référencer ?

- ▶ Faites un tableau pour analyser le mot ou l'expression problématique avec, dans chaque colonne, la réponse à une question : quelle est sa signification littérale ? Sa connotation est-elle négative ou positive ? Dans quelle mesure correspond-il/elle à la situation réelle ? L'usage de cette expression par rapport à une autre est-il privilégié par un groupe et pourquoi ? Une terminologie totalement neutre est probablement impossible, mais c'est dans cette direction qu'il faut tendre. Quant aux étiquettes (la qualification d'un groupe ou d'un acte par exemple), elles doivent être attribuées à ceux qui les utilisent et non présentées comme ayant une signification neutre et autonome.

Nuancer une idée

- ▶ Précisez que si l'information paraît crédible, elle reste contestable et peut être remise en question.
- ▶ L'utilisation du conditionnel, comme dans la phrase « l'auteur présumé de l'attentat contre la mosquée serait un islamophobe », doit rester exceptionnelle, car un article rédigé ainsi n'offre aucune valeur informative réelle, sauf s'il comporte des indications significatives pour l'étayer.
- ▶ Utilisez des propositions interrogatives. Poser une question peut stimuler la réflexion de l'audience sur le sujet, à condition qu'elle soit formulée avec une approche critique. En revanche, des questions directement liées aux faits ne constituent pas de l'information. Le travail du journaliste consiste à proposer des réponses aux questions, et non à les formuler.
- ▶ Pour nuancer une information, utilisez des adverbes modaux (peut-être, probablement, etc.). Il y a des adverbes et des phrases dans toutes les langues qui permettent de nuancer le degré de véracité des informations.

Positionnement journalistique

- ▶ Le contenu doit rester aussi neutre que possible politiquement, à l'exception peut-être des commentaires et des analyses de la rédaction – sans qu'ils ne dépassent toutefois les limites du cadre des droits humains.
- ▶ Du fait qu'elles sont généralement invalidées, généralisations et amalgames (association/assimilation de différentes caractéristiques) sont à éliminer.
- ▶ Exposez les risques des discours de haine, et contrez rumeurs et théories du complot. Sans les ignorer ou refuser d'en parler, ne les reprenez pas à

vosre compte et ne leur accordez aucun crédit. Vous pouvez aussi utiliser la technique du « sandwich de vérité » proposée par George Lakoff, celle-ci consistant à présenter des informations vérifiées au début et à la fin d'une histoire, et à placer au milieu les éléments de désinformation.

- ▶ Contextualiser les faits et expliquer comment ils ont été collectés est important pour informer le public sur la manière dont fonctionne le journalisme. La transparence en termes de documentation et la qualification de l'autorité de vos sources contribuent également à la compréhension du public, en particulier quand votre contenu vient d'un réseau social.
- ▶ Trop souvent, dans une affaire liée au terrorisme, des individus sont injustement désignés comme suspects – et leur vie en est considérablement impactée. Vérifier une telle assertion évite d'avoir à se rétracter ensuite. Néanmoins, reconnaître ses erreurs fait pleinement partie de la relation entre les journalistes et le public – non pour discréditer la presse, mais au contraire pour montrer son honnêteté vis-à-vis de l'audience. Ainsi, accorder un droit de réponse et de rectification à une personne victime de diffamation ou de calomnie est une garantie d'un contenu de qualité.

Journalisme télévisé

- ▶ Diffuser des images à caractère simplement informatif est amplement suffisant. La mauvaise pratique consiste à montrer des séquences sans fondement et sensationnalistes. Commencer un reportage par une image « forte » est certes accrocheur, mais il faut alors la contrebalancer par un ton modéré. Avant d'être forte, une image doit faire sens.
- ▶ Les médias ne sont pas des canaux de communication pour les groupes terroristes (pas plus que pour d'autres acteurs). Ne diffusez jamais de vidéo de propagande dans son intégralité. En premier lieu, cela vous évitera d'être l'un des intermédiaires d'un groupe terroriste pour sa communication, et ensuite, d'encourir des poursuites pour apologie ou incitation dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le terrorisme. Nous ne le répèterons jamais assez : un contenu brut est une donnée et doit être traité de manière journalistique. Vous pouvez sélectionner de brefs extraits de la vidéo – si possible sans voix off originale appelant à la haine ou à la violence – et les accompagner de commentaires à caractère informatif. Dans le cas d'une prise d'otages ou d'une exécution, c'est la dignité de la

victime, en situation dégradante ou tragique, qui est en jeu. Ces vidéos sont importantes car, le cas échéant, elles prouvent que la/les victime(s) est/sont en vie. Toutefois, même en recourant au floutage, pensez à la douleur de la/des famille(s). Demandez-vous si vous apportez une réelle information en diffusant ces images ou si vous ne faites que servir la puissance symbolique des acteurs du terrorisme. De nombreux médias ont fait leur choix : ils ne diffusent rien.

- ▶ Une image peut montrer une réalité choquante, mais elle peut aussi inspirer des actes d'imitation. Plutôt que de diffuser une vidéo en mode plein écran, faites-la apparaître en insert pendant que d'autres informations remplissent le cadre. L'attention sera quelque peu détournée et le contenu de la séquence sera à la fois contrebalancé et contextualisé – surtout si un commentaire s'y ajoute, qui facilitera la compréhension des événements. Il est essentiel de communiquer des chiffres et des informations sur le lieu, les protagonistes, l'heure, l'acte et les causes.
- ▶ Floutez les visages des protagonistes pour leur sécurité ou le respect de leur dignité (s'ils sont des victimes). Dans certains cas, révéler les traits des personnes n'ajoute rien en matière d'information. Dans d'autres, cela peut renforcer l'intérêt humain et l'empathie avec les victimes (si elles donnent leur consentement). Tenez compte des différents biais, géographiques ou autres, qui peuvent entrer en jeu dans l'identification visuelle des victimes lorsqu'on traite des « décès à distance » plutôt qu'à proximité.
- ▶ Encadrez chaque interview ou toute autre contenu potentiellement perturbant d'un avertissement (avant) et d'une mise en perspective (après), pour vous assurer que le message est bien délimité.



Exercices pratiques

1. Vous avez fini de récolter les informations sur l'attaque du centre commercial et vous commencez à préparer votre sujet. Sélectionnez, dans cette liste de témoignages, les informations qui vous paraissent dignes d'intérêt puis rédigez un texte.

Témoignage sur site - personne A

« J'étais en train de faire des courses avec mon fils et j'ai entendu des coups de feu. Tout le monde s'est mis à courir dans tous les sens. Prise de panique, je me suis réfugiée avec mon fils dans une boulangerie. Lorsque les choses se sont calmées, nous sommes sortis. Je suis en état de choc. »

Témoignage sur site - personne B

« J'ai cru voir un groupe de personnes brandir des couteaux et menacer des passants. Une personne a été poignardée, je crois. J'ai vu quelqu'un qui me l'a dit. J'étais trop loin, mais il me semble qu'ils psalmodiaient un slogan religieux dans une langue que je ne connais pas. De toute façon, les adeptes de cette religion sont tous des terroristes. C'est bien connu. Heureusement, j'étais en sécurité, mais j'aurais pu faire partie des victimes. C'est triste ce qui arrive aujourd'hui à notre pays. Je suis très contrarié. »

Témoignage entendu sur une chaîne d'information en continu - personne C

« La balle m'a frôlée. Heureusement, je fais du sport et je cours vite. Je ne réfléchissais pas vraiment à ce que je faisais. En y repensant, je crois que j'aurais mieux fait de me cacher quelque part. Mais on ne sait jamais comment on va réagir dans ces cas-là. J'aurais pu être prise pour cible. C'est dingue. »

Analyse - spécialiste A

« Il n'est pas surprenant que cela arrive tout le temps. Notre pays est en proie à de fortes tensions, et d'autres études montrent que la polarisation, associée à une rhétorique violente, peut précipiter une attaque de ce type. Tôt et tard, ça devait arriver. Nous ne pouvons pas nous voiler la face. Sans une réponse politique ferme et précise, nous ne trouverons pas de solution. »

Analyse - spécialiste B

« A chaque attaque, nous cherchons à essentialiser la question ou à stigmatiser une catégorie particulière. A l'heure actuelle, nous n'avons pas d'autres informations que celles données lors de la conférence de presse du procureur. Nous n'avons encore aucun élément. Pas de profil. Pas de revendication. Plutôt que de se concentrer sur une analyse infondée et partielle, je préfère rester prudent pour le moment. N'hésitez pas à me rappeler si vous avez d'autres informations. »

Analyse - spécialiste C

« Une étude publiée le mois dernier par l'Institut des statistiques montre qu'il y a une augmentation des attaques à l'arme automatique dans notre pays. Dans 95 % des cas, le motif était criminel. Dans 5 %, c'était un attentat, revendiqué par des mouvements terroristes ou démontré comme étant une attaque terroriste par les enquêteurs. Les auteurs sont majoritairement, mais pas seulement, des hommes. Vingt-cinq pourcent

des attaques ont été menées par des individus isolés – souvent masculins –, qui ont un passé psychiatrique. Dans ce cas précis, nous n’avons pas la preuve qu’il s’agit d’un acte terroriste, mais le modus operandi montre que les motivations ne sont pas criminelles, donc la possibilité que ce soit une attaque est probable. »

Opinion - politicien

« Nous ne prenons pas la mesure de ce qu’il se passe dans notre pays. Si je suis élu, je mettrai fin à la politique migratoire souhaitée par le gouvernement actuel. Nos citoyens doivent comprendre que leur sécurité est en jeu. Je demanderai des réponses au gouvernement sur ces questions. »

Opinion - chef religieux

« Il est parfois important de montrer notre solidarité avec les victimes potentielles et leur famille. Je n’ai aucune information sur les conséquences de l’attaque, mais je pense qu’il faut rester unis face à l’adversité. »

Conférence de presse - procureur

- L’attaque à l’arme automatique s’est déroulée à 10 heures du matin dans un centre commercial.
 - Nous ne connaissons pas l’identité du ou des auteur(s) de l’attaque, mais les images de vidéosurveillance montrent clairement un seul homme au visage dissimulé sous un masque.
 - Les images montrent l’attaquant tirant au hasard sur les passants avant de prendre la fuite. A ce stade, il semblerait qu’il n’y ait aucun blessé.
 - Aucune revendication n’a été communiquée.
 - Les enquêteurs sont à la recherche d’un suspect et de complices éventuels.
2. Vous devez écrire un article sur cette attaque. Rédigez une brève de 300 mots, titre compris, sur l’événement. Si vous pensez que cela peut se produire dans votre pays, vous avez la possibilité de le compléter avec des données vérifiées sur ce contexte, comme des statistiques par exemple. Justifiez vos choix.
 3. Rassemblez tous les articles et sélectionnez-en deux ou trois au hasard. Lisez-les à voix haute et invitez le groupe à débattre du traitement choisi. Les articles peuvent rester anonymes.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir intégré qu'il faut sélectionner et hiérarchiser l'information selon certains critères (faits, opinions, ressenti) ;
- ▶ Avoir intégré qu'il faut vérifier les images avant de les traiter ;
- ▶ Avoir compris l'importance de questionner la structure et le traitement d'une attaque selon certains principes et à l'aide d'outils spécifiques ;
- ▶ Avoir compris qu'il faut produire du contenu pour mieux communiquer la réalité de l'attaque, tout en restant prudent sur les informations non vérifiées ;
- ▶ Avoir intégré le questionnement des pratiques du journalisme télévisé.



Ressources

Centres/spécialistes

Centre d'études du terrorisme et de la radicalisation (CETR), université de Liège (Belgique).

Centre d'expertise sur la lutte contre le terrorisme (CELT), Fondation Saint-Cyr (France). <https://www.f-sc.org/Centre-d-Expertise-sur-la-Lutte-contre-le-Terrorisme-CELT>

Équipe de recherche sur le terrorisme et les extrémismes, université Laval, Canada. <http://www.recherche-terrorismes.ulaval.ca/?pid=151ang=fr>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BOUCHARD, Martin (Ed.). *Social Networks, Terrorism and Counter-Terrorism: Radical and Connected*. Abingdon: Routledge, 2015.

BRIANT, Emma Louise. *Propaganda and Counter-Terrorism: Strategies for Global Change*. Manchester: Manchester University Press, 2015.

CAMUS, Albert. *Réflexions sur le terrorisme*. Paris: Editions Nicolas Philippe, 2002.

- THE CARTER CENTER (Ed.). *Countering Daesh Propaganda: Action-Oriented Research for Practical Policy Outcomes*. (Workshop Report). Atlanta: The Carter Center, 2016. URL : https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/countering-isis/counteringdaeshpropaganda-feb2016.pdf
- EDER, Jens and Charlotte KLONK (Eds.). *Image Operations: Visual Media and Political Conflict*. Manchester: Manchester University Press, 2016.
- HEDAYAH. *The New Frontline: The World of Communications is the New Frontline in the Battle Against Violent Extremism*. 2018. URL : <https://hedayahcenter.org/resources/the-world-of-communications-is-the-new-frontline-in-the-battle-against-violent-extremism-2/>
- MAGGIONI, Monica and Paolo MAGRI (Eds.). *Twitter and Jihad: The Communication Strategy of ISIS*. Milan: Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 2015. URL : <https://www.ispionline.it/en/publicazione/twitter-and-jihad-communication-strategy-isis-13104>
- MARCELLINO, William et al. *Monitoring Social Media: Lessons for Future Department of Defense Social Media Analysis in Support of Information Operations*. Santa Monica: RAND Corporation, 2017.
DOI: <https://doi.org/10.7249/RR1742>
- MORSE, Tal. *The Mourning News: Reporting Violent Death in a Global Age*. New York: Peter Lang Verlag, 2018.
- MORTENSEN, Mette. *Journalism and Eyewitness Images: Digital Media, Participation, and Conflict*. Abingdon: Routledge, 2017.
- MORIN, Edgar and Patrick SINGAÏNY. *Avant, pendant, après le 11 janvier*. Editions de l'Aube, 2015.
- TRUONG, Nicolas. *Penser le 11 janvier*. LeMonde/Editions de l'Aube, 2015.
- UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>
- UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>
- WIEVIORKA, Michel. *Terrorismes et sociétés*. Paris: Fayard, 1988.

Module 7: Couvrir une attaque en direct : diffuser l'information

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 80-84.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Maîtriser les pratiques professionnelles liées à la couverture en direct d'une attaque.
- ▶ Être capable de réagir en respectant la déontologie lorsque les événements se précipitent et laissent peu de temps à la prise de décision.



Résumé

Ce module est une mise en pratique des principes présentés dans les modules précédents. Pendant deux heures, il s'agira de simuler une attaque terroriste en direct, de créer un fil Twitter d'actualité et d'informations, et de demander aux participants d'expliquer comment ils réagiraient. Cet exercice est destiné à relever le défi d'informer le public dans un climat de confusion, de peur, de rumeurs et de violence. A chaque étape, le formateur ou la formatrice reprend les questionnements, encourage à trouver un autre point de vue et propose des solutions.

Une attaque surprend et bouleverse une rédaction. Elle met à l'épreuve son organisation, sa réactivité, le comportement de chacun de ses membres et la manière dont ils peuvent travailler ensemble, en équipe, en s'appuyant sur des valeurs éthiques et des modes opératoires (voir Module 2).

LE DIRECT

Un direct ne doit pas empêcher le respect d'un certain nombre de recommandations éthiques. Lors d'une attaque, les radios, les télés et les

médias en ligne envoient leurs reporters sur les lieux et passent en mode « direct ». Les chaînes d'information en continu se retrouvent en première ligne, car leur business model et leur ligne éditoriale leur imposent de diffuser un flux constant d'information, sans « pause ». Pendant un direct, les journalistes sont sous pression, car chacun de leurs choix peut avoir des conséquences aussi immédiates que cruciales. Être présent en temps réel est un vrai défi pour tous les médias, dont la presse écrite. Celle-ci utilise alors son site et ses comptes de réseaux sociaux, en particulier Twitter, pour diffuser de l'information en direct et en continu, parfois même en faisant du live blogging. Cette approche journalistique dans un contexte de compétitivité absolue expose les médias à des erreurs, des inexactitudes et des abus, dans la mesure où la diffusion en direct de l'information implique des prises de décision rapides et irréversibles.

Lors d'un reportage sur le terrain, sur les lieux de l'attaque, les médias ne sont pas à l'abri d'incidents susceptibles de perturber le travail des journalistes. Des témoins, peuvent avoir des réactions intempestives, imprudentes ou haineuses. Sur les plateaux, les invités et même les spécialistes peuvent dériver et franchir des lignes rouges. La gestion d'un direct est compliquée par les réseaux sociaux, omniprésents, qui diffusent des éléments difficilement vérifiables, en général non modérés et pouvant véhiculer de la désinformation. La liberté de la presse et donc la production d'informations peuvent subir des restrictions et d'autres entraves. Enfin, le direct est confronté au risque de transmettre des informations sensibles aux terroristes eux-mêmes.



Recommandations

- ▶ Un communiqué de presse doit être considéré comme un élément à traiter journalistiquement et non des contenus à diffuser et à diffuser in extenso.
- ▶ Un direct implique des règles strictes : vérifiez les informations même si elles semblent évidentes, ne mettez personne en danger, ne gênez pas les secours et les opérations de sécurité et ne transmettez pas d'information cruciale aux terroristes.
- ▶ S'il est décidé de diffuser des contenus produits par les terroristes, ils doivent être traités de manière journalistique - vérification, explication et contextualisation - et déontologique, ainsi qu'en toute indépendance professionnelle.
- ▶ Dans le cas d'une prise d'otages ou d'une exécution, respectez la dignité des victimes et, sauf exception justifiée, ne diffusez pas d'images.

- ▶ Ne perdez jamais de vue que les terroristes ont accès aux actualités. Cessez la diffusion d'images et d'informations qui pourraient les renseigner sur les opérations des services de sécurité.
- ▶ Avertissez le public quand, pour des raisons de sécurité, vous décidez de ne pas diffuser certaines informations.
- ▶ Envisagez de suspendre temporairement forums et commentaires sur vos comptes de réseaux sociaux pour laisser toute la place aux informations relatives à l'attaque, gérées par la direction de la rédaction, et pour éviter à la fois les fausses informations et les discours de haine.
- ▶ Si vous travaillez pour la télévision, ne diffusez pas que des images fortes ou choquantes. Avertissez le public que certaines d'entre elles peuvent heurter leur sensibilité. Précisez leur origine et commentez-les pour leur donner un sens.



Exercices pratiques

1. Les participants doivent imaginer une attaque plausible, comme celle développée par Benjamin Ducol, directeur de recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (Montréal), et Jean-Paul Marthoz <https://www.youtube.com/watch?v=y0AXKaHcBhk>. Ils doivent ensuite la comparer à des situations similaires (des attaques qui se sont réellement produites) et analyser leur évaluation de la manière dont les médias ont couvert l'événement.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir intégré qu'un journaliste doit rester professionnel, prudent et concentré sur l'information, même lors d'une attaque ;
- ▶ Avoir intégré la manière de réagir en termes d'éthique lorsque les événements se précipitent et laissent peu de temps à la prise de décision.



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

Agence France Presse (AFP). "Charte De L'Agence France-Presse." *AFP.com*, <https://www.afp.com/fr/lagence/charte>

BOUCHARD, Martin (Ed.). *Social Networks, Terrorism and Counter-Terrorism: Radical and Connected*. Abingdon: Routledge, 2015.

BRIANT, Emma Louise. *Propaganda and Counter-Terrorism: Strategies for Global Change*. Manchester: Manchester University Press, 2015.

CAMUS, Albert. *Réflexions sur le terrorisme*. Paris: Editions Nicolas Philippe, 2002.

THE CARTER CENTER (Ed.). *Countering Daesh Propaganda: Action-Oriented Research for Practical Policy Outcomes*. (Workshop Report). Atlanta: The Carter Center, 2016. URL : https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/countering-isis/counteringdaeshpropaganda-feb2016.pdf

DEFOSTER, Ruth. *Terrorizing the Masses: Identity, Mass Shootings, and the Media Construction of "Terror"*. New York: Peter Lang Verlag, 2017.

HARMON, Christopher C., and Randall G. BOWDISH. *The Terrorist Argument: Modern Advocacy and Propaganda*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2018.

HORNMOEN, Harald and Klas BACKHOLM (Eds.). *Social Media Use in Crisis and Risk Communication: Emergencies, Concerns and Awareness*. Bingley: Emerald, 2018. DOI: <https://doi.org/10.1108/9781787562691>

LACHANCE, Jocelyn. *Les images terroristes. La puissance des écrans, la faiblesse de notre parole*. Toulouse: Éditions Érès, 2017.

MAGGIONI, Monica and Paolo MAGRI (Eds.). *Twitter and Jihad: The Communication Strategy of ISIS*. Milan: Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 2015. URL : <https://www.ispionline.it/en/publicazione/twitter-and-jihad-communication-strategy-isis-13104>

- MARCELLINO, William et al. *Monitoring Social Media: Lessons for Future Department of Defense Social Media Analysis in Support of Information Operations*. Santa Monica: RAND Corporation, 2017.
DOI: <https://doi.org/10.7249/RR1742>
- MORSE, Tal. *The Mourning News: Reporting Violent Death in a Global Age*. New York: Peter Lang Verlag, 2018.
- MORTENSEN, Mette. *Journalism and Eyewitness Images: Digital Media, Participation, and Conflict*. Abingdon: Routledge, 2017.
- MORIN, Edgar and Patrick SINGAÏNY. *Avant, pendant, après le 11 janvier*. Editions de l'Aube, 2015.
- TRUONG, Nicolas. *Penser le 11 janvier*. LeMonde/Editions de l'Aube, 2015.
- PATRIKARAKOS, David. *War in 140 Characters: How Social Media Is Reshaping Conflict in the Twenty-First Century*. New York: Basic Books, 2017.
- STOHL, Michael; Richard BURCHILL and Scott Howard ENGLUND (Eds.). *Constructions of Terrorism: An Interdisciplinary Approach to Research and Policy*. Oakland: University of California Press, 2017.
- UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>
- UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>
- WIEVIORKA, Michel. *Terrorismes et sociétés*. Paris: Fayard, 1988.

Module 8: Le devoir de responsabilité

Lecture associée : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 104-108.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Contextualiser et expliquer après une attaque terroriste.
- ▶ Attirer l'attention sur les partis pris potentiels d'une couverture d'un acte terroriste.
- ▶ Souligner l'importance d'une réflexion critique sur son travail et du suivi de l'information.
- ▶ Gérer les relations avec l'audience.



Résumé

Une fois le choc de l'attaque passé, le cycle de l'information parvient à un stade où il est non seulement possible mais conseillé de prendre du recul et d'amorcer une réflexion. C'est le moment de produire du contenu qui contextualise, explique, cadre et recadre. Par sa nature même, ce journalisme associe plusieurs domaines et multiplie les perspectives. Il implique un devoir de connaissance, et tient compte de la diversité des approches et d'une certaine complexité – quand le contexte est propice aux idées réductrices et simplistes, et la polarisation sociale.

C'est à ce moment qu'il faut donner de la signification et fournir des éléments pour interpréter ce qu'il vient de se produire : analyser les causes du terrorisme, décrire et questionner les stratégies de réponses, contextualiser l'événement dans un contexte géopolitique, parler des conséquences sur les sociétés concernées, etc.

C'est également le stade où il faut approfondir sa réflexion sur les hypothèses émises et les mots employés, déconstruire les mensonges, la désinformation et les théories du complot, interroger la perception d'une tension inévitable entre sécurité et liberté, informer, enquêter et se confronter à ce qui pousse à la stigmatisation et à faire l'amalgame entre différentes réalités qui ne sont pas réellement liées.

A COURT TERME : REMARQUES CRITIQUES

Un média peut tenir compte des retours que lui fait son audience. L'urgence passée, les journalistes ont la possibilité de gérer les éventuelles remarques critiques et d'y répondre.

Droit de réponse et de rectification

Une personne physique ou morale a la possibilité de recourir aux droits de réponse et de rectification pour démentir ce qui a été dit à son sujet. Ainsi, une information diffusée par un média sur cette personne, même en toute bonne foi, peut tout à fait être invalidée. La personne concernée doit cependant répondre à des allégations, preuve à l'appui. Du côté des journalistes, mieux vaut éviter de présenter le litige sous la forme « cette personne dit que, nous disons que », qui présente les propos de chacun comme étant véridiques de manière égale.

Appel à un médiateur

Beaucoup de médias disposent d'un(e) médiateur/trice ou d'une personne remplissant cette fonction. Celle-ci consiste à réceptionner les remarques des lecteurs, spectateurs ou auditeurs et à solliciter des professionnels afin d'expliquer le contenu et la forme des productions journalistiques. Ces retours sont à prendre en compte, non seulement parce qu'ils sont un indice de satisfaction de l'audience, mais aussi parce qu'ils sont l'occasion de communiquer sur les principes et les pratiques du média.

Appel à un conseil de presse ou une instance de régulation audiovisuelle

Certains pays ont des dispositifs régulateurs, corégulateurs ou autorégulateurs qui permettent de recevoir, à un niveau institutionnel, les doléances des citoyens et de prendre des décisions inclusives, préventives ou compensatoires à court, moyen et long terme.

A LONG TERME : RÉFLEXION SUR LE MÉDIA

Analyse du travail

Il est important d'initier et d'entretenir une réflexion permanente sur le travail effectué par le média. Cela concerne, par exemple, la collecte de données sur le terrorisme (en y consacrant du temps et en prêtant attention à la manière dont ces données ont été produites : approches et moyens utilisés, écueils du

voyeurisme et de l'instrumentalisation). L'analyse des pratiques journalistiques en termes déontologiques et juridiques permet de donner des perspectives à cette initiative. Cela peut prendre la forme de discussions, d'études et de rapports assortis de recommandations et de chartes.

Réflexion sur la gestion interne

La réactivité du média doit être évaluée : sources d'information (agences de presse et autres médias, relations publiques, internet, envoyés spéciaux), procédures d'urgence de la rédaction, chaîne de commandement éditorial, ressources utilisées et, le cas échéant, recours à un groupe ou panel de référence.



Recommandations

Bilan

- ▶ Prenez connaissance des critiques sur votre travail, évaluez leur pertinence et apportez-leur une réponse. Cette « prise de responsabilité » n'est pas un exercice facile, puisque dans certains cas, il s'agira d'admettre des erreurs. Mais c'est un prérequis essentiel, non seulement en ce qui concerne la déontologie, mais également le maintien ou la restauration de la confiance de votre audience. Un média ne peut pas se comporter en phare ou pilier de l'information s'il n'établit pas un dialogue permanent, honnête et franc avec son audience.
- ▶ Prenez l'initiative de publier des erratums sur les faits erronés que vous avez vous-même détectés.
- ▶ Communiquez les résultats de votre bilan interne à votre audience.
- ▶ Comparez le traitement de l'événement avec celui d'autres médias. Identifiez les bonnes pratiques et idées.
- ▶ Expliquez tous les dilemmes auxquels la rédaction a été confrontée durant la couverture de l'attaque, les réponses qu'elle y a apportées et les doutes qui ont subsisté sur le bien-fondé des décisions prises.
- ▶ Interrogez-vous sur l'importance donnée à l'événement et, plus largement, au terrorisme. Avez-vous fait de la sous-information à propos d'une attaque ou de la surinformation à propos d'une autre ? Avez-vous négligé la situation générale ou historique ?

- ▶ Étudiez le code déontologique et les bonnes pratiques. Certaines doivent-elles être adaptées (par exemple, citer le nom des terroristes, utiliser des caméras cachées) ?

Suivi

- ▶ Reprenez les contenus journalistiques. Revenez sur les zones grises et éclairez-les. Revenez sur les rumeurs qui ont circulé puis ont été rejetées. Vérifiez si des poursuites ont été engagées contre des personnes accusées d'avoir diffusé des messages incitant à la haine ou la peur sur les réseaux sociaux.
- ▶ Vérifiez si les autorités ont respecté leurs engagements pour corriger leurs insuffisances, par exemple en ce qui concerne l'assistance aux victimes ou l'augmentation de moyens pour prévenir et contrer le terrorisme.
- ▶ Couvrez les procès relatifs à des actes de terrorisme. Ne vous limitez pas à une simple couverture juridique. Profitez de l'occasion pour traiter des questions plus vastes, comme le processus de radicalisation.
- ▶ En tenant compte des spécificités de genre, renseignez-vous sur le sort des victimes et de leurs proches, le niveau et le type de soutien qu'ils ont reçus, et leur réinsertion dans la vie sociale.

Contextualisation

- ▶ Rappelez à votre audience que l'intention du terrorisme étant de diffuser la peur et la haine, il n'est pas souhaitable de se fonder sur ces sentiments pour décrire ou analyser les politiques de lutte contre le terrorisme.
- ▶ Affirmez votre autonomie et votre indépendance en inscrivant un acte terroriste dans un cadre et en l'interprétant. Ne vous laissez pas intimider par ceux qui disent qu'expliquer, c'est justifier.
- ▶ Prenez connaissance des études et des rapports des centres de recherche, mais aussi d'ouvrages sur le terrorisme. Cela vous permettra d'identifier les problématiques, mais aussi les personnes à interviewer.
- ▶ Ne rejetez pas les opinions « dissonantes » perturbant un consensus qui arrange tout le monde, sauf celles qui prônent la haine et la violence.
- ▶ Situez l'attaque et le terrorisme dans le temps et dans le monde – non pour minimiser ou relativiser la gravité de l'événement, mais pour fournir un cadre historique, géographique et idéologique plus large.



Exercices pratiques

1. Après enquête, il s'avère que l'individu qui a mené l'attaque n'a aucun lien avec une organisation terroriste mais relève d'un passé psychiatrique perturbé. Malheureusement, l'un de vos collègues a décrit l'événement comme un attentat terroriste, allant jusqu'à mentionner une revendication sociale. Les commentaires critiques affluent sur votre site et vous recevez des lettres de mécontentement. Comment gérez-vous la situation ? Justifiez vos propositions.
2. Relevez les critiques émises par une instance de régulation sur la couverture d'une attaque terroriste, dans le pays de votre choix. Comment les médias y ont-ils répondu ? Comment ont-ils adapté leur pratique ?
3. Faites une recherche sur la manière dont les médias ont effectué leur bilan et partagez les résultats pour que d'autres puissent en tirer un enseignement.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▶ Avoir intégré la nécessité de faire face aux critiques, y compris, le cas échéant, par un droit de réponse et la publication d'un erratum, et de la mise en place d'un mécanisme (un(e) médiateur/trice, par exemple) dans ce sens pour améliorer la couverture d'un événement ;
- ▶ Avoir compris l'importance de gérer la période qui suit l'attaque à travers une auto-évaluation et un suivi des événements.



Ressources

Une liste plus complète d'instituts figure dans *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*, UNESCO, 2018.

Centres/spécialistes

- Centre d'études du terrorisme et de la radicalisation (CETR), université de Liège (Belgique).

- Centre d'expertise sur la lutte contre le terrorisme (CELT), Fondation Saint-Cyr (France). <https://www.f-sc.org/Centre-d-Expertise-sur-la-Lutte-contre-le-Terrorisme-CELT>
- Équipe de recherche sur le terrorisme et les extrémismes, université Laval, Canada.

Centres de recherche/institutions

Les conseils de presse (ou d'éthique), les centres de recherche sur les médias (en particulier au sein d'instituts d'études en communications sociales ou d'écoles de journalisme) et les études critiques des médias constituent des ressources essentielles pour cet exercice de bilan journalistique.

FRANCE

- Observatoire de la déontologie de l'information
- Conseil de déontologie journalistique et de médiation www.cdjm.org

BELGIQUE

- Conseil de déontologie journalistique, <https://lecdj.be/> Raad voor journalistiek, <https://rvdj.be>

CANADA

- Conseil de presse du Québec <https://conseildepresse.qc.ca/>

Autres ressources

- Poynter Institute <https://www.poynter.org/>
- Columbia Journalism Review www.cjr.org
- Institut Reuters pour l'étude du journalisme <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/>



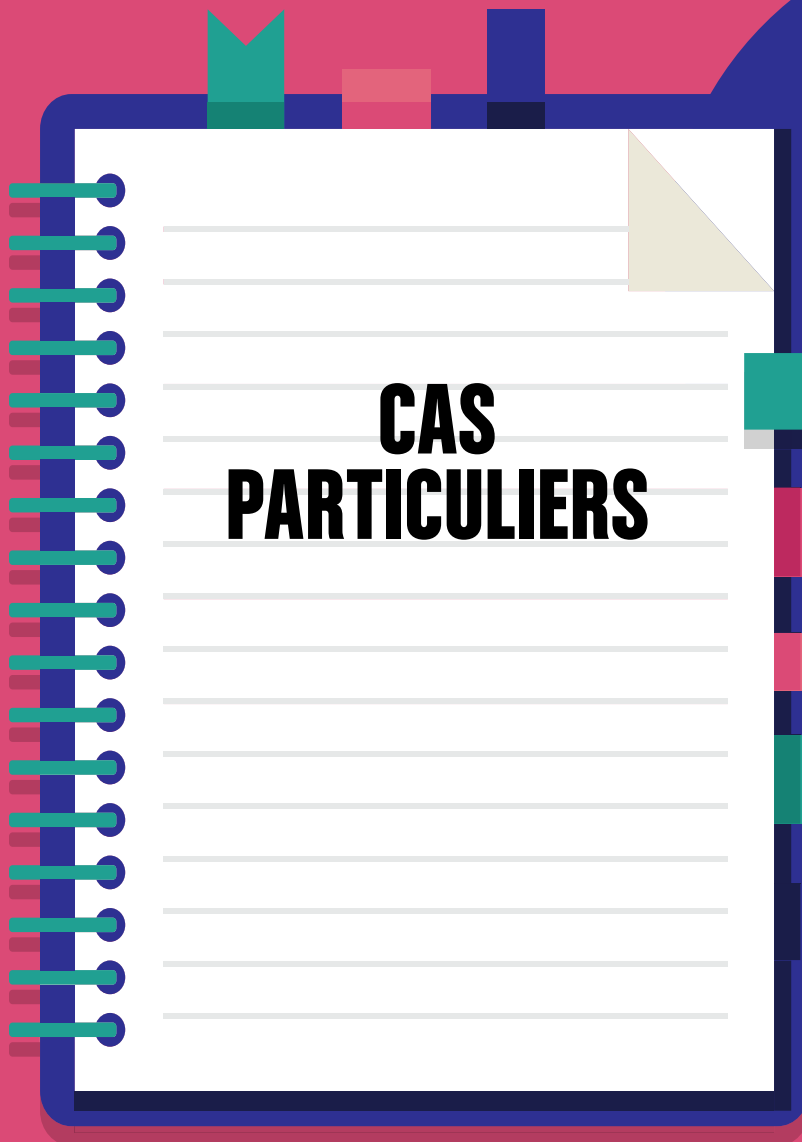
Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BRIANT, Emma Louise. *Propaganda and Counter-Terrorism: Strategies for Global Change*. Manchester: Manchester University Press, 2015.

CAMUS, Albert. *Réflexions sur le terrorisme*. Paris: Editions Nicolas Philippe, 2002.

- DEFOSTER, Ruth. *Terrorizing the Masses: Identity, Mass Shootings, and the Media Construction of "Terror"*. New York: Peter Lang Verlag, 2017.
- IZARD, Ralph and Jay PERKINS. *Lessons from Ground Zero: Media Response to Terror*. Abingdon: Routledge. 2017 (Original work published 2011).
- KOVACH, Bill and Tom ROSENSTIEL. *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*. Paris: Gallimard, 2004.
- MORIN, Edgar and Patrick SINGAÏNY. *Avant, pendant, après le 11 janvier*. Editions de l'Aube, 2015.
- TRUONG, Nicolas. *Penser le 11 janvier*. LeMonde/Editions de l'Aube, 2015.
- UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>
- UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>
- WIEVIORKA, Michel. *Terrorismes et sociétés*. Paris: Fayard, 1988.



PARTIE 3

MODULE 9 LE TERRORISME : FAITS ET CHIFFRES

MODULE 10 PRISE D'OTAGES

MODULE 11 SUR LE TERRAIN DES ZONES
CONTRÔLÉES PAR DES TERRORISTES

MODULE 12 COUVRIR LES ENQUÊTES
ET LES PROCÈS EN COURS

MODULE 13 LE JOURNALISME D'INVESTIGATION

MODULE 14 RADICALITÉS ET COMMUNAUTÉS

MODULE 15 TERRORISME, GENRE ET MÉDIAS

Module 9: Le terrorisme : faits et chiffres

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 64-65.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Encourager la réflexion critique.
- ▷ Élaborer des expertises à partir de statistiques.
- ▷ Acquérir les notions de base du journalisme de données (traitement des informations par des chiffres, des statistiques, des études, etc.).



Résumé

Quelles réponses un public informé ou mal informé cherchera-t-il à avoir ? Quelle ampleur prend le phénomène du terrorisme dans le monde ? Où se produisent ces attaques ? Qui sont leurs principales victimes ? Combien d'attaques terroristes ont lieu dans un pays donné ? Quelles sont leurs différences en termes de catégorie, de fréquence, d'ampleur, de motivation et d'histoire ? Comment se répartissent les différentes formes de terrorisme (mouvements religieux, extrême droite, extrême gauche, groupes ethniques/séparatistes, acteurs institutionnels, etc.) ? Combien de citoyens déclarent que sécurité et liberté sont incompatibles (immédiatement après une attaque ou sur le long terme) ? Existe-t-il des liens entre le terrorisme et une communauté idéologique particulière ou une interprétation de la religion ? Combien de crimes de haine ont-ils été commis et sont-ils liés aux attaques terroristes ?

Chiffres, études, statistiques et données font partie intégrante de la couverture d'un acte terroriste. Ils contribuent à la compréhension du phénomène et de son impact à travers des corrélations et des comparaisons, afin de fournir aux citoyens une information réelle, juste et rigoureuse. Mais rares sont les journalistes habitués à travailler avec les chiffres. Lorsque ceux-ci sont issus de schémas simplistes, ils mènent

facilement à des conclusions du même ordre, généralistes, voire à caractère stigmatisant. Ils participent aussi à la polarisation de la société, l'objectif poursuivi par la plupart des terroristes.

Les journalistes doivent non seulement savoir où trouver des chiffres fiables, mais également déterminer à partir de quelle définition du mot « terrorisme » ils ont été établis, comment les interpréter et les mettre en perspective, comprendre la méthodologie utilisée, trouver qui en sont à l'origine et analyser le contexte dans lequel ils ont été collectés et diffusés.

Les chiffres peuvent aussi servir d'alibi « scientifique » aux partis pris structurels ou idéologiques d'associations et d'institutions (police, organisation de défense des droits humains, partis politiques, etc.). La crédibilité des données, quelles qu'elles soient, repose aussi sur le contexte politique dans lequel elles ont été collectées.

Réalités et représentations

Il est important de se rappeler que la couverture d'une attaque terroriste est le résultat d'un effort humain pour représenter une information sérieuse et significative. Celle-ci est donc sujette à la subjectivité, à l'amplification et à l'émission d'hypothèses sur ce qui est important et sur ce qui en constitue les causes et les conséquences. En produisant et en diffusant de l'information, des médias différents proposeront des contenus différents, en fonction de leur professionnalisme ou de leur manque de professionnalisme, de leur rédaction en chef et de leur propriétaire(s), mais aussi selon des facteurs de genre, d'origine culturelle, etc. Tous ces éléments vont agir sur le processus éditorial (choix des sources, vocabulaire, méthodes de reportage, etc.). Ensuite, les différentes composantes de l'audience interpréteront à leur tour les faits présentés selon leur expérience, leur origine sociale et d'autres paramètres. Il reste que la couverture d'un événement est en mesure d'imposer une représentation, et de structurer des récits significatifs et pertinents. Elle peut ainsi élargir la perception du terrorisme, entraînant psychoses sociales, polarisation des points de vue et pourquoi pas rejet ou même violences envers certaines catégories de population. À l'inverse, elle peut aussi nourrir un débat apaisé, tolérant, démocratique et surtout basé uniquement sur des faits, tout en apportant des réponses réfléchies au terrorisme. Les enjeux sont donc considérables.

Chiffres, réalité et perception

La limite des statistiques

Commençons par rappeler que les statistiques sont une science issue de plusieurs écoles en termes d'approches et de méthodes que nous ne détaillerons pas ici. Toutefois, quelques explications nous permettront d'interroger la logique qui sous-tend la production de données statistiques. Si les chiffres sont nécessaires pour identifier les courants du terrorisme, ils ont leurs limites. Le choix des données est souvent soumis à des déterminants politiques, économiques et sociaux. Les sondages d'opinion, en particulier, sont à accueillir avec prudence. Et, surtout, gardons à l'esprit que les chiffres peuvent (ou non) chercher à illustrer une réalité, sans pour autant l'expliquer. Une approche empirique et une expérience sur le terrain viendront souvent compléter une approche analytique et théorique pour contribuer à la compréhension du terrorisme et informer les citoyens sur le contexte, les causes et les conséquences de ce phénomène. C'est alors qu'un travail journalistique rigoureux et pertinent est en mesure de proposer un éclairage unique.

Lorsqu'on utilise des données, il faut toujours les contextualiser, et déterminer leur origine dans l'espace et le temps. De plus, les statistiques ne s'élaborent en général pas du jour au lendemain. C'est donc avec un certain scepticisme qu'il faut considérer des chiffres communiqués aussitôt après un attentat terroriste, dont la date est à vérifier (remontent-elles à un jour, un mois, un an, peut-être plus ? Le même réflexe est à avoir lors des dates anniversaires : des personnes victimes de blessures lors de l'attaque peuvent y avoir succombé, ce qui justifie de mesurer de manière continue l'impact de l'événement sur les survivants).

Se méfier de notre propre perception

Pour comprendre les différences de perception, commençons par un exercice tout simple.

QUESTIONS

- Quelle est la durée de mille secondes ?
- Quelle est la durée d'un million de secondes ?
- Quelle est la durée d'un milliard de secondes ?

RÉPONSES

- Mille secondes = un quart d'heure (ou plus exactement 16,6 minutes).
- Un million de secondes = deux semaines (ou plus exactement 11,6 jours).
- Un milliard de secondes = trente ans (ou plus exactement 31,69 années)

Cet exercice montre combien il est difficile d'imaginer ce que les chiffres valent vraiment. Leur interprétation par les journalistes et le public peut varier du tout au tout et d'une personne à l'autre – on ne peut donc jamais en être sûr. D'où la nécessité de toujours mettre un chiffre en perspective et de ne jamais le communiquer sans explication.

Les sondages

Les sondages ne sont pas une science exacte. Ils disposent d'une marge d'erreur intrinsèque, plus ou moins importante selon divers paramètres. Il est donc important de questionner leur validité en termes d'attentes plus larges:

1. Qui a mené le sondage et pour qui ? Qui l'a financé ? Ces vérifications sont essentielles pour avoir une vision globale de l'objectif recherché.
2. Quelle est la population cible ? En statistiques, la population cible est l'étude d'une catégorie spécifique de personnes. Cela permet de prendre en compte que $x\%$ de la population y pense que...
3. Quel est l'échantillon ? Un échantillon est un sous-ensemble de la population cible.
4. L'échantillonnage est-il probabiliste ou non ? On dit qu'une méthode d'échantillonnage est probabiliste lorsque tous les membres de la population ont une chance connue et non nulle d'être sélectionnés (hasard). En revanche, dans un échantillonnage non probabiliste, tous les membres n'ont pas une chance connue d'être sélectionnés (ciblage). Les deux approches ont leurs limites. Il est important de comprendre, par exemple, que les enquêtes ouvertes à tous sur internet sont aléatoires, anonymes et non sécurisées (une personne peut répondre plusieurs fois). Elles concernent des personnes qui disposent d'une connexion, d'un accès à internet et qui y participent volontairement. Elles ciblent donc indirectement un échantillon non représentatif. D'un autre côté, les échantillons probabilistes ne garantissent pas la représentativité. Lorsqu'il s'agit d'un échantillon de petite taille, par exemple, présenter les résultats en termes de pourcentages pose un problème, car cela peut signifier que le sondage s'applique à un nombre de personnes beaucoup plus élevé qu'en réalité.
5. Quelle est la marge d'erreur ? La marge d'erreur exprime la proportion d'erreur d'échantillonnage aléatoire dans les résultats d'un sondage. En sciences sociales, la norme se situe à un seuil de 95 % (ou 19 fois sur 20). Les journalistes ont tendance à ne pas en tenir compte dans leur interprétation.

6. Sur quelle période le sondage a-t-il été mené ? Ce paramètre est important pour situer les réponses dans le temps et quelle durée a eu ce travail. Une opinion peut varier selon le moment où la question a été posée.
7. Quelle méthode de communication a-t-elle été utilisée pour la recherche ? Internet, téléphone, porte à porte...
8. Les catégories de réponses présentent-elles de grandes différences ? Cet élément est important, car si l'on tient compte de la marge d'erreur, deux réponses avec un léger écart peuvent ne pas correspondre à la réalité. Si, dans un sondage, $x\%$ des personnes pensent A, $y\%$ pensent B et si x est légèrement supérieur à y , mais que la marge d'erreur est élevée, alors cela pourrait également être l'inverse, et y pourrait être supérieur à x dans la réalité.



Recommandations

- ▷ Identifiez des sources fiables au sein d'universités ou d'institutions, capables de vous aider à interpréter les chiffres. Sollicitez-les au moindre doute sur des statistiques ou des études pouvant prêter à controverse.
- ▷ Ne diffusez pas de chiffres sans avoir pris le temps de les vérifier, de les qualifier et de les contextualiser pour leur donner un sens.
- ▷ Vérifiez et citez toujours la/les personne(s) responsable(s) de ces chiffres, ainsi que la crédibilité, les intérêts et le financement des institutions qui les ont établis et diffusés, et les définitions qu'elles ont utilisées.
- ▷ Tenez compte de la date à laquelle ces chiffres ont été publiés et la période qu'ils couvrent. Par exemple, l'évaluation de l'étendue du phénomène terroriste avant ou après le 11 septembre 2001, ou avant et après le massacre d'Utoya, en Norvège, en 2011, n'est pas un choix neutre. Soyez très vigilant sur ces points qui, s'ils peuvent paraître anodins, peuvent influencer, de manière inconsciente, le traitement de l'information.
- ▷ Gardez à l'esprit que dans certains contextes, la peur ou l'absence de liberté compromet inévitablement l'intégrité et la sincérité des opinions collectées.
- ▷ Avertissez votre audience si vous décidez de citer des chiffres collectés et diffusés par des institutions partiales et non indépendantes, et expliquez les raisons de ce choix.

- ▷ En ce qui concerne les sondages, vérifiez la crédibilité à long terme des instituts qui les mènent. Interrogez-vous sur la méthodologie, la taille et la composition de l'échantillon, les dates d'interview, le choix des questions et leur vocabulaire, etc. Fournissez des éléments qui aideront votre audience à mieux en comprendre le résultat.
- ▷ Comparez les sondages dans le temps (ce qui a changé par rapport aux années précédentes), mais aussi entre pays pour repérer différences et tendances, sans pour autant associer des sondages qui n'ont rien à voir entre eux.
- ▷ Développez des techniques utilisées par des sites de fact-checking, en demandant à l'équipe rédactionnelle de les utiliser ou en désignant un groupe référent dans ce domaine.
- ▷ Soyez particulièrement attentif aux visualisations. Une même donnée peut être interprétée très différemment en fonction, par exemple, de l'échelle d'un graphique ou d'un histogramme.
- ▷ L'importance que vous donnez à certains chiffres ou à certaines formes de terrorisme par rapport à d'autres doit vous alerter sur un possible parti pris (politique, idéologique, personnel).
- ▷ Accompagnez les chiffres de comptes-rendus de terrain afin que les données acquièrent une cohérence et une perspective humaines, ou qu'elles révèlent les contradictions ou ambiguïtés des études ou statistiques.



Exercices pratiques

1. Une attaque vient de se produire. Le lendemain, un site publie les résultats d'un sondage en ligne, ouvert à tous, qui posait la question suivante : « Pensez-vous que l'expulsion de tous les migrants sans papiers résoudrait la question du terrorisme ? » Les résultats sont oui à 89% et non à 11%. Quelles critiques peuvent être formulées sur cette enquête ?
2. Cherchez des chiffres ou des sondages d'opinion sur le terrorisme et soumettez-les à une étude critique menée avec rigueur. Au-delà de la méthodologie utilisée, identifiez qui les a rassemblés ou effectués, qui les a diffusés et quelles réactions ils ont suscitées, en particulier sur les réseaux sociaux.
3. En option : faites une analyse critique de la couverture médiatique d'une attaque terroriste donnée, en vous concentrant sur la manière dont les statistiques sont utilisées, et si et comment un fact-checking a été effectué.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Savoir faire clairement la différence entre la réalité du terrorisme et ses représentations ;
- ▷ Savoir utiliser correctement faits et chiffres, en particulier lorsqu'ils concernent la couverture d'une attaque terroriste ;
- ▷ Avoir intégré les notions de base du journalisme de données (traitement de l'information par les chiffres, les statistiques, les sondages, etc.) à ses connaissances et compétences.



Ressources

Sites

Plusieurs sites de fact-checking se sont spécialisés dans l'analyse critique des chiffres, statistiques et autres big data. Leur consultation régulière contribue à développer une culture du doute et de distance critique.

Exemples : AFP factuel <https://factuel.afp.com/>;

Africa Check <https://fr.africacheck.org/>

International Fact-Checking Network <https://www.poynter.org/ifcn/>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BERMAN, Eli; Joseph H. FELTER and Jacob N. SHAPIRO. *Small Wars, Big Data: The Information Revolution in Modern Conflict*. Princeton: Princeton University Press, 2018.

DROUELLE, Fabrice. *Terrorisme, L'impasse des armes: Un demi-siècle d'attentats à travers le monde*. Paris: Robert Laffont/France Inter, 2016.

ENGLISH, Richard. *Does Terrorism Work? A History*. Oxford: Oxford University Press, 2016.

GRAY, Jonathan. *Guide du datajournalisme*. Paris: Eyrolles, 2013.

MEYER, Philip. *The New Precision Journalism*. Indianapolis: Indiana University Press, 1991.

STEPHENS, Mitchell. *Beyond News: The Future of Journalism*. New York: Columbia University Press, 2014.

STRAY, Jonathan. *The Curious Journalists Guide to Data*. Tow Center for Digital Journalism, 2016. https://www.cjr.org/tow_center_reports/the_curious_journalists_guide_to_data.php

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

UNESCO. *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261841.locale=fr>

UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>

Module 10: Prise d'otages

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 82-83.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Répondre aux questions et aux dilemmes relatifs à une situation de prise d'otages.



Résumé

Toutes les prises d'otages ne sont pas liées à un acte terroriste, mais quelle que soit la situation, un certain nombre d'éléments sont à prendre en compte pour les journalistes couvrant un tel événement. Il est notamment important de se montrer prudent dans la divulgation d'informations : cela peut compromettre l'intervention des services d'urgence ou mettre la vie des otages en danger. Il faut donc éviter de communiquer sur les stratégies d'intervention des services de sécurité ou d'urgence.



Recommandations

- ▷ Partez toujours du principe que le(s) preneur(s) d'otages a/ont accès à votre travail d'information. Ne diffusez pas d'images montrant le positionnement des forces de l'ordre, d'infographie décrivant les stratégies d'intervention possibles ou l'enregistrement des communications policières.
- ▷ Ne révélez pas de détails sur les otages qui pourraient les mettre encore plus en danger.
- ▷ Abstenez-vous d'exposer des théories sur le profil psychologique ou les croyances du/des terroriste(s) : un mot de trop pourrait faire basculer la situation. Cette précaution est également à appliquer lors de l'analyse de la demande du/des preneur(s) d'otages.

- ▷ Abstenez-vous de spéculer sur les plans des terroristes, la réponse des autorités ou ce que vivent les otages. Cela peut perturber la gestion de la crise.
- ▷ Expliquez clairement à votre audience que certaines informations ne sont pas diffusées pour des raisons de sécurité. Pour les mêmes raisons, posez-vous la question du bien-fondé d'un direct sur place.
- ▷ Ne tentez pas d'interviewer un terroriste lors d'une prise d'otages. Rares sont les journalistes qui ont été formés à ce type d'entretien, où une question ou un mot peut mettre la vie des otages en danger. De plus, si elle est menée par téléphone, elle risque de monopoliser le canal de communication et de compliquer la mission des négociateurs.
- ▷ N'interviewez pas les otages et ne diffusez pas de déclarations faites sous la contrainte.
- ▷ Observez certaines précautions en manipulant le matériel technique. En général, la police délimite un périmètre de sécurité. En l'absence d'instructions ou d'ordres, soyez conscient que de nuit, éclairages et flashes d'appareils photo peuvent perturber la scène. Quant aux hélicoptères ou aux drones utilisés par la presse, ils sont susceptibles d'annoncer, aux yeux des terroristes, l'imminence d'une intervention, gêner leurs échanges audio avec les négociateurs ou même perturber le bon fonctionnement de certains équipements policiers.
- ▷ Ne négociez pas d'exclusivité avec les terroristes ou leurs soi-disant représentants.
- ▷ Avertissez immédiatement la police si le(s) terroriste(s) contacte(nt) votre rédaction.
- ▷ Réfléchissez à la valeur de l'information avant d'interviewer des proches des otages, en particulier en direct. Certaines questions peuvent déstabiliser une personne déjà très ébranlée.
- ▷ Ne touchez à rien : le moindre élément peut constituer une preuve en cas de suivi judiciaire.



Exercices pratiques

1. Vous couvrez une prise d'otages dans une usine et vous apprenez que des personnes se cachent dans une pièce, hors de portée des attaquants. Rendez-vous l'information publique ? Expliquez votre choix.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir compris la nécessité de ne pas diffuser toutes les informations dans le cas d'une prise d'otages, en particulier celles qui concernent les forces de l'ordre ;
- ▷ Avoir intégré la nécessité de ne pas interagir avec les preneurs d'otages pour des raisons de sécurité dans ses connaissances et compétences.



Ressources

Vidéo de formation de la couverture d'une attaque : congrès de la Fédération des journalistes du Québec (Sherbrooke, 2017), par Benjamin Ducol, directeur de recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (Montréal), et Jean-Paul Marthoz. <https://www.youtube.com/watch?v=y0AXKaHcBhk>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

DEITCH, Linda N. "Breaking News: Proposing a Pooling Requirement for Media Coverage of Live Hostage Situations." *UCLA Law Review*, vol. 47, 1999, pp. 243-305.

EDER, Jens and Charlotte KLONK (Eds.). *Image Operations: Visual Media and Political Conflict*. Manchester: Manchester University Press, 2016.

MORSE, Tal. *The Mourning News: Reporting Violent Death in a Global Age*. New York: Peter Lang Verlag, 2018.

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

UNESCO. *Maintien de l'ordre et respect de la liberté d'expression : manuel pédagogique*. 2014. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000227977.locale=fr>

UNESCO. *Freedom of Expression and Public Order: Fostering the Relationship Between Security Forces and Journalists*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261467.locale=fr>

Module 11: Sur le terrain des zones contrôlées par des terroristes

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 87-89 et 96-103.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Appréhender la question des dimensions territoriales du terrorisme, et plus particulièrement des conflits armés.
- ▷ Veiller à la sécurité des journalistes.



Résumé

La couverture du terrorisme inclut les théâtres directs du conflit, où les terroristes ont établi leur bastion. Elle peut prendre au moins trois formes:

1. Enquêter sur les groupes terroristes au sein des territoires qu'ils contrôlent, comme ce fut le cas avec le groupe auto-proclamé État islamique en Irak et en Syrie, ou dans leurs bases secrètes implantées dans d'autres pays comme Al-Qaida en Afghanistan, au temps d'Oussama ben Laden. Les missions journalistiques dans ces zones soulèvent des questions de sécurité (risques d'enlèvement ou d'assassinat), de responsabilité (des journalistes peuvent-ils accompagner des groupes organisant des attentats dans leur propre pays ?), juridiques (les journalistes peuvent-ils être considérés comme des complices des terroristes ?) et déontologiques (les journalistes sont-ils en mesure de ne pas jouer le jeu des terroristes s'ils doivent se plier à certaines conditions et instructions pour accéder à ces zones ?).
2. Accompagner les forces armées ou des troupes expéditionnaires nationales, ou des membres d'une coalition nationale ou internationale. Les journalistes sont parfois intégrés à des unités de combats officielles (ce qui pose la question de l'instrumentalisation), mais ils peuvent aussi essayer de faire cavaliers seuls. Il est impératif de maîtriser les règles de base du reportage

de guerre, surtout dans le contexte de conflits non conventionnels.

3. Traiter l'information à travers d'autres acteurs. Si les journalistes ne peuvent pas se rendre dans les « zones réglementées », ils doivent trouver d'autres moyens de collecter et de valider des informations – en utilisant des technologies spécialisées comme les satellites et les drones, par exemple, ou en traitant et en diffusant l'information de nouveaux acteurs dans ce domaine : ONG, unités médiatiques des groupes armés, « reporters occasionnels » qui filment des scènes violentes avec leur smartphone, etc.



Recommandations

- ▶ Avant de partir en reportage, évaluez les conditions de sécurité communiquées par les autorités, des associations de journalistes, des ONG, des collègues.
- ▶ Ne vous associez pas à un journaliste dont la condition physique et psychologique serait insuffisante pour affronter des situations potentiellement dangereuses ou traumatiques.
- ▶ Prévoyez des mesures d'assistance d'urgence en cas de danger imminent (exfiltration), d'accident, de maladie, d'enlèvement ou de décès.
- ▶ Élaborez un système de surveillance des journalistes en mission, en ayant recours à des rendez-vous et à des codes pour communiquer des messages personnels ou confidentiels en cas de détention.
- ▶ Soyez rigoureux sur les règles de sécurité. Définissez les lignes rouges à ne pas franchir – par exemple, imposez une demande d'autorisation de la direction lorsqu'un journaliste en reportage souhaite poursuivre une mission imprévue : pénétrer dans une zone de guerre, etc.
- ▶ Assurez-vous que les relations avec les acteurs du conflit sont bien claires (groupes terroristes, forces armées) pour préserver un maximum d'indépendance dans la collecte et la diffusion d'information.
- ▶ Renseignez-vous sur les réelles garanties de liberté d'expression concernant un reportage, afin que le journaliste ne devienne pas un outil de propagande.
- ▶ Apprenez à maîtriser les techniques et technologies liées au fact-checking dans ce contexte particulier.

- ▷ Tenez compte de l'impact psychologique de ce type de journalisme.
- ▷ Préparez-vous psychologiquement et physiquement en cas de blessure, d'enlèvement, de passage à un poste de contrôle.
- ▷ En cas d'enlèvement d'un journaliste pour des motifs politiques ou économiques, une négociation sera probablement entamée pour demander sa libération. Elle peut mettre la vie des intermédiaires en danger et échouer. Élaborez une stratégie en amont pour déterminer les mesures à prendre si un tel scénario se produit.
- ▷ En cas d'interview avec un groupe terroriste, tenez compte du fait qu'il est difficile de garder le contrôle sur les échanges et de rester pertinent en termes d'approche et de méthodologie. Un journaliste peut se retrouver piégé par une situation de manipulation. Voici quelques règles à respecter pour l'éviter :
 - Restez maître du travail journalistique et refusez les limites que les terroristes voudraient imposer aux questions soulevées ;
 - Préférez le format documentaire ou écrit au direct. Une interview ne peut être diffusée sans en citer le contexte, en expliquer sa complexité ou en y apportant les corrections nécessaires, notamment concernant les affirmations des personnes interviewées ;
 - Expliquez clairement et de manière transparente à votre audience pourquoi vous avez demandé cette interview et dans quelles conditions vous l'avez menée ;
 - Corrigez les erreurs ou les déclarations trompeuses des terroristes, et donnez la parole aux autres acteurs (autorités, victimes, etc.).



Exercices pratiques

1. Choisissez un pays en conflit affecté par le terrorisme. Développez un projet de reportage. Faites une évaluation des risques concrets. Rédigez une note sur les mesures à prendre par le journaliste et sa rédaction.
2. Vous vous apprêtez à vous rendre dans une zone contrôlée par des terroristes pour une interview exclusive que vous préparez depuis des mois. A quelques kilomètres de votre destination, vous êtes arrêté à un poste de contrôle au-delà duquel votre sécurité n'est plus assurée. Vous apprenez qu'un affrontement a eu lieu le matin même dans la zone où vous devez

vous rendre, et les soldats vous conseillent de ne pas poursuivre votre trajet. Pourtant, aussi loin que vous puissiez voir, tout semble calme.

Poursuivez-vous votre route en dépit de ces avertissements ? Justifiez votre décision.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir appréhendé la question des dimensions territoriales du terrorisme et en particulier des conflits armés ;
- ▷ Avoir intégré la nécessité d'établir et de respecter certaines règles et procédures pour ce type de reportage dans ses connaissances et compétences.



Ressources

Centres

L'International News Safety Institute (INSI) organise des formations « missions dangereuses » et répertorie les risques liés à la sécurité dans les zones de conflit. <https://newssafety.org/home/>

L'International Freedom of Expression Exchange (IFEX) est un réseau mondial et national d'associations défendant la liberté d'expression. Il offre une foule d'informations sur les violations de la liberté de la presse et les risques liés à la sécurité des journalistes. www.ifex.org



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BASILE, Tom. *Tough Sell: Fighting the Media War in Iraq*. Lincoln: Potomac Books, 2017.

COTTLE, Simon; SAMBROOK, Richard and Nick MOSDELL. *Reporting Dangerously: Journalist Killings, Intimidation and Security*. London: Palgrave Macmillan, 2016. DOI: <https://link.springer.com/book/10.1007%2F978-1-137-40670-5>

- HARRIS, Janet and Kevin WILLIAMS. *Reporting War and Conflict*. Abingdon: Routledge, 2019.
- MARTHOZ, Jean-Paul. *Journalisme international*. 3rd ed., Bruxelles: De Boeck Supérieur, 2018.
- MARTHOZ, Jean-Paul. *En première ligne. Le journalisme au cœur des conflits*. Bruxelles: Editions Mardaga/GRIP, 2018.
- PALMER, Lindsay. *Becoming the Story: War Correspondents since 9/11*. Urbana: University of Illinois Press, 2018.
- PICARD, Robert G. and Hannah STORM. *The Kidnapping of Journalists: Reporting from High-Risk Conflict Zones*. London/Oxford: I.B. Tauris/ Reuters Institute for the Study of Journalism (RISJ), 2016.
- Reporters sans frontières/UNESCO. *Guide pratique de sécurité des journalistes : manuel pour reporters en zones à risques*. Paris, 2017.
URL : https://rsf.org/sites/default/files/guide_fr_2017_1.pdf
- SIMON, Joel. *We Want to Negotiate. The Secret World of Kidnapping, Hostages and Ransom*. New York: Columbia Global Reports, 2019.
- UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

Module 12: Couvrir les enquêtes et les procès en cours

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 93-95.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Respecter les dispositions légales ou les règles déontologiques pour ne pas porter atteinte à la dignité des suspects, des victimes et des témoins, et ne pas entraver les procédures judiciaires.



Résumé

Respect de la loi

Dans nombre de pays, la divulgation d'informations au cours d'une enquête et d'un procès est régie par la loi. Le secret de l'instruction, par exemple, est primordial pour faciliter le travail des enquêteurs et protéger le droit des suspects à une défense équitable. Le droit à l'image peut aussi constituer une disposition légale à respecter. Une exception peut être faite lorsque les autorités diffusent l'image d'un suspect qui est en liberté pour récolter des renseignements à son sujet. Enfin, la présomption d'innocence est l'élément majeur d'une enquête et d'un procès. Il est dès lors très important de ne pas se substituer au système judiciaire en affirmant qu'un accusé est coupable avant son jugement.

Enquête, procès et éthique

Le processus judiciaire a ses pratiques propres et il n'apporte pas nécessairement de nouvelles informations. Mieux vaut se borner à couvrir des éléments concrets et tenir compte du fait que les déclarations d'un procureur ou d'un avocat ont valeur d'opinion et non de vérité. Faites preuve de prudence concernant ceux venus exprimer leur point de vue en assistant et en participant au procès – spectateurs, victimes, sympathisants. C'est l'occasion de rappeler

le rôle du système judiciaire, tout en respectant les droits de l'accusé. Enfin, rappelez-vous qu'une décision de justice peut faire l'objet d'un appel, qui peut aboutir à la mise hors de cause de la personne inculpée. Le traitement du terrorisme, et bien sûr celui des enquêtes et des procès, exigent une connaissance approfondie des lois, de la jurisprudence et des pratiques relatives à cette forme de violence, comme aux pratiques de diffamation, d'insulte et de calomnie et, enfin, du respect de la dignité et de la vie privée, de la présomption d'innocence, de la législation relative au discours de haine et du droit à l'image.



Recommandations

Les recommandations indiquées dans le Module 3 s'appliquent également aux enquêtes et aux procès. Celles qui suivent ici viennent les compléter.

- ▷ Respectez le secret de l'instruction pour protéger le droit du/des suspect(s) à une défense équitable.
- ▷ Respectez le droit à l'image.
- ▷ Respectez la présomption d'innocence.
- ▷ Ne vous substituez pas au système judiciaire en concluant, avant la fin du son procès, que l'accusé est coupable.
- ▷ Rappelez-vous que toute déclaration, dans le cadre d'une affaire, a valeur d'opinion et non de vérité.
- ▷ Rappelez-vous qu'une décision du tribunal peut être mise en appel et que l'accusé peut être acquitté.



Exercices pratiques

1. Vous assistez au procès d'un individu suspecté d'avoir participé à un attentat terroriste. Vous ne disposez d'aucune preuve et vous n'avez pas enquêté sur l'affaire.
De quelle manière comptez-vous couvrir ce procès ? Devez-vous prendre des précautions particulières ? Justifiez vos propositions.
2. Cherchez et analysez un traitement médiatique existant d'un procès pour terrorisme. Quelles failles y décelez-vous ? Comment le cycle et le traitement judiciaires, ainsi que les valeurs médiatiques, en ont impacté le contenu ?



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir acquis une meilleure compréhension des dispositions légales et des règles déontologiques concernant le respect des droits des suspects, des victimes et des témoins, ainsi que de la nécessité de ne pas entraver la procédure judiciaire.



Ressources

Centres de recherche/spécialistes

- Le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations unies : compilation d'instruments juridiques internationaux. <https://www.un.org/counterterrorism/international-legal-instruments>
- Les organisations de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch et la Fédération internationale pour les droits humains) et de défense de la liberté d'expression/de la presse (Reporters sans frontières, le Comité pour la protection des journalistes, la Fédération internationale des journalistes) ont - ou peuvent vous mettre en contact avec – des avocats spécialisés dans chacun des cas mentionnés dans les modules.
- Les facultés de droit et les centres d'études juridiques au sein d'universités constituent également de précieuses ressources.



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

BRONWYN N. *Fair Trial or Free Press: Legal Responses to Media Reports of Criminal Trials*. Cambridge University Press, 2009. DOI: <https://doi.org/10.1017/S0008197300080922>

CAMUS, Colombe. *La Guerre contre le terrorisme. Dériveres sécuritaires et dilemme démocratique*. Paris: Éditions du Félin, 2007.

GARAPON, Antoine and Michel ROSENFELD. *Démocraties sous stress. Les Défis du terrorisme global*. Paris: Presses universitaires de France, 2016.

RTNDA. *Freedom of Information: Cameras in the Court: A State-By-State Guide*. 2009. http://www.rtnda.org/pages/media_items/cameras-in-the-court-a-state-by-state-guide55.php?g=45?id=55

SUREAU, François. *Pour la liberté*. Paris: Editions Taillandier, 2017.

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.

URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

Module 13: Le journalisme d'investigation

Lecture associée : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 105-107.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Aller au-delà de l'actualité, enquêter sur les acteurs du terrorisme et ceux de la lutte contre le terrorisme.



Résumé

Pour aller plus loin dans l'information sur la question terroriste, au-delà de la couverture d'un attentat, des déclarations officielles et d'un procès, certains journalistes poursuivent un travail d'investigation à long terme. Celui-ci permet de contextualiser les événements (sujets sur les pays ou les communautés dont le(s) terroriste(s) est/sont originaire(s)), d'apporter un éclairage sur le fonctionnement du terrorisme (enquêtes sur les sources de financement ou sur l'association avec des groupes criminels), d'explorer les motivations qui ont mené à des actes de terrorisme (interviews avec des auteurs d'attentat, des « repentis », leurs familles et ceux qui les ont côtoyés : enseignants, chefs religieux, amis, collègues, etc.).

Souvent, ces enquêtes exigent des techniques d'immersion, voire d'infiltration qui impliquent de véritables risques sécuritaires, mais aussi médiatiques et politiques. Elles soulèvent aussi des questions complexes : la légalité et le bien-fondé de contacter des groupes terroristes, la protection des sources et les relations avec les autorités.

Le journalisme d'investigation concerne aussi les personnes impliquées dans la lutte contre le terrorisme : les institutions d'État (police, armée, services de renseignement, justice) et privées (sociétés de sécurité, centres de recherche). Cette forme de journalisme peut alors avoir une fonction explicative (comment ces institutions fonctionnent et coordonnent leurs actions), mais aussi de « garde-fou », en se donnant pour mission de faire toute la lumière sur les

responsabilités, les erreurs, les échecs, l'atteinte des objectifs, les réactions excessives et les bévues des acteurs de lutte contre le terrorisme.

Le journalisme d'investigation amène souvent à dépasser les frontières. Dans cette perspective, il est important de réfléchir à des collaborations transnationales, comme celles développées par le Consortium international des journalistes d'investigation.



Recommandations

- ▶ Identifiez les questions restées en suspens, les sujets non traités de manière exhaustive au moment de l'attentat ou concernant la couverture du terrorisme au niveau national en général.
- ▶ Utilisez votre expérience et vos compétences pour apporter un éclairage spécifique sur le terrorisme (par exemple, une enquête sur le financement et le blanchiment d'argent si vous travaillez dans le domaine économique).
- ▶ Choisissez des sujets d'investigation dans la limite de vos capacités et de vos ressources (budget, composition de la rédaction, connaissances, date butoir). A noter : le journalisme d'investigation n'est pas nécessairement une pratique onéreuse.
- ▶ Formez des équipes associant journalistes et spécialistes (sur le journalisme de données, le monde des affaires et de l'économie, la religion, le codage, etc.).
- ▶ Apprenez les techniques de L'OSINT (« Open Source Intelligence »).
- ▶ Assurez la sécurité de toutes les personnes impliquées dans le projet, tant physiquement (à la rédaction, à leur domicile, pendant leurs déplacements et sur le terrain) que sur le plan des communications.
- ▶ Familiarisez-vous avec la législation en faveur de la liberté d'information pour accéder à des documents publics.
- ▶ Suivez les organes de surveillance des institutions de lutte contre le terrorisme (média-teurs, comité de surveillance du renseignement, etc.), prenez connaissance de leur travail et de leurs publications.
- ▶ Définissez les conditions dans lesquelles vous aurez recours à des subterfuges, des caméras cachées, des fausses identités. Tenez compte de leur implication légale et déontologique.

- ▷ Réfléchissez à la portée éthique d'une mise en scène de votre sujet (musique, reconstitution des événements à l'aide d'acteurs, éclairage), sachant qu'elle peut accentuer le caractère anxiogène d'un événement déjà éprouvant.
- ▷ Essayez de convaincre vos sources de s'exprimer publiquement. Si elles refusent, corroborez leurs informations. Si vous acceptez la confidentialité, engagez-vous à la respecter, sous peine de compromettre la relation de confiance entretenue avec d'autres journalistes, qui permettent notamment de diffuser des informations autrement inaccessibles – et ce, autant pendant l'enquête (attention aux filatures, au piratage, à la surveillance électronique) que pendant et après la publication/diffusion du sujet. Les témoins peuvent être reconnus par leurs vêtements, leur appartement, etc., même si vous floutez leur visage ou brouillez leur voix.
- ▷ Consultez régulièrement un juriste pour vous conseiller sur les risques d'une telle enquête (infractions à la loi, procédures sommaires, diffamation, etc.).



Exercices pratiques

1. Invitez l'auteur d'une enquête d'investigation sur un groupe terroriste à expliquer dans quelles conditions son sujet a été conçu, préparé et réalisé, ou regardez un documentaire sur une investigation réalisée dans le même domaine. Analysez-en toutes les dimensions. Réfléchissez aux alternatives qui auraient pu être explorées ou adoptées.
2. Créez un projet d'investigation qui répond aux critères énoncés ci-dessus. Définissez les questions à éclaircir. Établissez une liste de personnes à contacter, ainsi que celle des documents déjà disponibles (rapports de police, jugements, etc.). Définissez un budget. Étudiez l'aspect sécurité.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir intégré la nécessité d'approfondir un traitement, de soulever d'autres questions et d'enquêter sur celles-ci ;
- ▷ Avoir intégré les nombreux enjeux et avantages du journalisme d'investigation dans le domaine du terrorisme.



Ressources

Centres

- Le site Insight Crimes, qui couvre le crime en Amérique latine (<https://www.insightcrime.org/>), et la plateforme OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project), qui regroupe environ 40 centres de journalisme d'investigation dans le monde (www.occrp.org), offrent un grand nombre d'exemples d'enquêtes et de techniques.
- L'UNESCO a désigné la date du 28 septembre comme étant la Journée internationale de l'accès universel à l'information. Plusieurs associations fournissent une vue d'ensemble de ces droits par pays et des conseils pour en faire usage : Transparency International, Access Info, Global Right to Information Rating.



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

Liste de manuels recommandés par le GIJN (Global Investigative Journalism Network) sur cette question : <https://gijn.org/investigative-journalismmanuals/#free>

HUNTER, Mark. *Story-Based Inquiry: A Manual for Investigative Journalists*. Paris: UNESCO, 2011. <https://unesdoc.UNESCO.org/ark:/48223/pf0000193078>

LLOYD, John. *Journalism in an Age of Terror: Covering and Uncovering the Secret State*. London/Oxford: I.B. Tauris/Reuters Institute for the Study of Journalism (RISJ), 2017.

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

Module 14: Radicalités et communautés

LECTURE ASSOCIÉE : *Les médias face au terrorisme, un manuel pour les journalistes*, pp. 41-43 et 71-72.



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▶ Enquêter sur les communautés dont est/sont issu(s) le(s) terroriste(s) ou qui sont la cible d'attentats, prenant note que certaines communautés (par exemple les néo-nazis) peuvent être plus virtuel que physique.
- ▶ Définir des critères et des méthodes de travail (représentativité, objectivité, etc.).
- ▶ Rendre compte d'initiatives que pourrait prendre la rédaction pour un journalisme s'intéressant plus régulièrement aux communautés, plutôt que de manière exceptionnelle et uniquement liée aux événements dramatiques.



Résumé

Qu'ils soient séparatistes, extrémistes religieux, anarchistes ou néo-nazis, les terroristes viennent de « quelque part ». Au-delà de leur cellule terroriste, ils revendiquent, pour justifier leurs actions, une appartenance à une communauté ou un groupe plus large. Or les connaissances des journalistes pèchent souvent dans ce domaine. Leur réseau de contacts n'est ni assez solide ni assez diversifié, si l'on excepte les représentants officiels, officieux ou auto-proclamés. Au sein de ces communautés ou de ces groupes, les journalistes sont parfois perçus comme des intrus dotés de mauvaises intentions, voire comme des ennemis qui associent les pratiques religieuses ou des idéologies nationalistes/identitaires à de l'extrémisme violent. A cela s'ajoute le souci éthique de ne pas contribuer à stigmatiser ou même criminaliser ces communautés ou ces groupes. Il reste que leur consacrer des sujets ne devrait pas uniquement dépendre de la survenue d'un acte terroriste, mais être régulier, pour pratiquer un journalisme qui tient compte de toutes les composantes de la société.

Trop souvent, les médias négligent certaines communautés, en les sous-représentant et en ne s’y intéressant que lorsque des événements tragiques se produisent. Cela a été longtemps vrai des minorités religieuses ou culturelles, souvent désavantagées socialement. Mais depuis l’essor des mouvements populistes que connaît un nombre croissant de pays, ce manque d’intérêt touche aussi les « invisibles » de la communauté majoritaire. L’objectif du journalisme est de « dire la réalité telle qu’elle est », de montrer la diversité qui y règne, et de reconnaître la complexité des identités et des sous-groupes.

Les groupes particulièrement visés par le terrorisme devraient également faire l’objet d’une attention journalistique. Institutions et associations publient régulièrement des chiffres sur les attaques contre des individus ou des communautés. Les angles peuvent concerner les mesures de sécurité adoptées par ces communautés menacées, leur résilience, les conséquences des menaces et des attaques, ou le soutien apporté par les autorités.

Remplir sa mission d’information sur les différentes communautés demande également de connaître la législation sur le discours et le crime de haine. Dans ce cadre, les journalistes peuvent travailler sur les processus de radicalisation et les mécanismes de prévention mis en place – leur fonctionnement, leur impact et leur acceptation par certains groupes. La simplification doit être évitée pour expliquer la radicalisation menant à l’extrémisme violent. Enfin, la radicalisation vers des points de vue considérés comme extrêmes par rapport aux opinions courantes ne doit pas être confondue avec la violence en général ou les attentats terroristes en particulier, ni considérée comme menant inévitablement à ces actes.



Recommandations

- ▶ Répartissez les membres de la rédaction entre les communautés à suivre (religieuses, ethniques, idéologiques, etc.).
- ▶ Conseillez à ces journalistes « spécialisés » de prendre contact avec des consœurs et des confrères liés directement ou indirectement à « leur » communauté (journalistes spécialisés en religion, correspondants dans le pays d’origine de la communauté, journalistes politiques travaillant sur la polarisation, d’autres sur les sports ou la musique liés à la communauté, etc.).
- ▶ Assurez un suivi régulier de ces communautés au lieu de limiter la couverture aux fêtes religieuses annuelles ou aux incidents (discrimination, répression, rébellions, délinquance, émeutes, etc.). Les journalistes doivent être proactifs et inventifs, l’objectif étant de donner une représentation équilibrée et juste de ces communautés, en évitant les stéréotypes.

- ▷ Identifiez, au sein de ces communautés, des sources diversifiées et crédibles (par exemple, des associations ou des syndicats, des groupes professionnels propres, des responsables culturels, communautaires, spirituels, des mouvements politiques, des médias communautaires, etc.) et des personnes ressources clés (chercheurs, membres d'associations, etc.).
- ▷ Prenez garde à ne pas prendre un individu pour le « représentant » d'une communauté particulière et à le valider comme tel. Une personne peut être nommée arbitrairement ou ne représenter qu'elle-même sans que cela apparaisse tout de suite de manière évidente. En réalité, la perception d'une communauté est davantage à chercher parmi les personnes « non représentatives », ainsi que dans les signes de rupture et de dissidence. Les communautés sont hétérogènes à bien des égards.
- ▷ Rapportez la diversité (politique, religieuse, sociale, culturelle, générationnelle, ethnique) de communautés souvent présentées comme monolithiques.
- ▷ Prenez et gardez contact avec les services officiels chargés des communautés (services sociaux, enseignants, professionnels de santé, centres culturels, officiels chargés de la prévention contre la radicalisation, etc.).
- ▷ Développez un réseau de sources au sein de la police et des services de renseignement chargés de la surveillance ou de l'observation des communautés.
- ▷ Pensez à la composition démographique de la rédaction et aux bénéfiques de refléter une plus grande diversité. La présence de journalistes de différentes origines augmente la pluralité des sources et enrichit le contenu d'articles et de programmes, ainsi que leur contexte. Cette diversité sert aussi les réunions et les réflexions, en évitant à la rédaction de tomber dans le piège d'une perception unilatérale de la réalité.
- ▷ Créez des partenariats avec des journalistes de médias communautaires (radios, sites, etc.).
- ▷ Pensez « glocal », c'est-à-dire global et local : beaucoup de communautés sont constituées en diasporas, entretiennent des liens particuliers avec leur pays d'origine ou avec des personnes qui partagent leur culture dans le monde entier, en utilisant internet pour s'organiser de manière transnationale.



Exercices pratiques

1. Trouvez des sujets sur les communautés d'où provien(nen)t ou que fréquente(nt) le(s) terroriste(s) (par exemple, les adeptes de la foi et de la suprématie blanche), ou des reportages sur les communautés visées par le terrorisme. Lisez-les d'un œil critique. Dans quelle mesure ces articles reflètent-ils des *a priori*, un manque de connaissances ou au contraire une compréhension approfondie ? Quelles sources utilisent-ils ?
2. Choisissez une communauté. Déterminez les personnes ressources qui la connaissent bien.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir intégré dans la couverture des événements l'impact sur les communautés auxquelles le(s) terroriste(s) est/sont ou étai(en)t lié(s), et sur celles visées par des actes terroristes ;
- ▷ Avoir intégré la nécessité de pratiquer un journalisme qui s'intéresse régulièrement aux communautés plutôt que seulement à l'occasion d'incidents dans ses connaissances et compétences.



Ressources

Centres

- Le Media Diversity Institute qui, entre autres, a publié un guide sur la couverture de la diversité offrant de nombreuses aides pratiques. http://www.media-diversity.org/en/index.php?option=com_contentiew=categoryayout=blogd=122temid=197
- L'Association des journalistes asio-américains, qui a publié un guide pour le traitement journalistique de questions liées à cette communauté. Il offre des ressources mais aussi des conseils, par exemple sur le vocabulaire qui exprime involontairement des stéréotypes. <https://www.aaja.org/2020/11/30/guide-to-covering-asian-pacific-america/>



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

DEFOSTER, Ruth. *Terrorizing the Masses: Identity, Mass Shootings, and the Media Construction of "Terror"*. New York: Peter Lang Verlag, 2017.

HEDAYAH. *The New Frontline: The World of Communications is the New Frontline in the Battle Against Violent Extremism*. 2018. URL : <https://hedayahcenter.org/resources/the-world-of-communications-is-the-new-frontline-in-the-battle-against-violent-extremism-2/>

MARTHOZ, Jean-Paul. *Couvrir les migrations*. Brussels: Editions De Boeck, 2011. This book includes a chapter (pp. 129-135) on community journalism.

MULLER, Christine. *September 11, 2001 as a Cultural Trauma: A Case Study through Popular Culture*. Palgrave Macmillan, Cham, 2017.
DOI: <https://doi.org/10.1007/978-3-319-50155-0>

SEIB, Philip. *As Terrorism Evolves: Media, Religion, and Governance*. Cambridge: Cambridge University Press. 2017.
DOI: <https://doi.org/10.1017/9781108303996>

RUPAR, Verica. *Reporting Ethnicity & Religion*. London: International Federation of Journalists/Media Diversity Institute, 2012.

UNESCO. *The Global Investigative Journalism Casebook*. 2012.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000217636.locale=fr>

UNESCO. *Les Jeunes et l'extrémisme violent dans les médias sociaux : inventaire des recherches*. 2018. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261841.locale=fr>

UNESCO. *Journalisme, fake news et désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. 2019.
URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695.locale=fr>

Module 15: Terrorisme, genre et médias



Objectifs du module

Les participants apprendront à :

- ▷ Maîtriser les composantes du terrorisme dans le domaine du genre.
- ▷ Lutter contre les stéréotypes de genre.



Résumé

La notion de genre concerne aussi le domaine du terrorisme, dans le sens où il implique hommes et femmes de manière spécifique. En règle générale, le terrorisme s'appuie sur une inégalité entre les sexes, des conceptions propres de la masculinité et de la féminité et une violence sexiste. Les attaques physiques, les agressions sexuelles, le harcèlement et d'autres formes de violence contre les femmes peuvent faire partie des pratiques terroristes, comme le viol systématique utilisé comme arme de guerre. Cela dit, des femmes mènent, elles aussi, des activités terroristes.

Lorsque le traitement concerne à la fois des actes terroristes et la lutte contre ce phénomène, les médias ne sont pas à l'abri de stéréotypes involontaires de genre – par exemple, lorsque les hommes sont décrits de manière simpliste comme les auteurs des attentats et les femmes comme des victimes passives. Mais force est de constater qu'il existe des différences entre la façon dont femmes et hommes sont ciblés par des actes terroristes et s'impliquent dans ces derniers.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, femmes et hommes sont souvent mus par des préoccupations différentes. Ainsi apportent-ils des perspectives, des expériences et des solutions différentes à l'élaboration de politiques. Prendre en compte l'égalité des sexes est un facteur d'amélioration de la couverture du terrorisme, dans le sens où cela déconstruit les perceptions stéréotypées des rôles des femmes et des hommes dans le terrorisme et la lutte contre le terrorisme.



Recommandations

- ▷ La couverture d'événements liés au terrorisme ne doit pas être réservée aux journalistes hommes.
- ▷ Une pensée critique continue est nécessaire pour comprendre les dimensions de genre de la violence.
- ▷ Évitez les stéréotypes de genre, mais ne soyez pas non plus totalement indifférent à ce paramètre, du fait de l'existence de dimensions pertinentes dans ce domaine.
- ▷ Assurez-vous que le vocabulaire utilisé évite les idées préconçues, les expressions populaires ou l'accentuation de caractéristiques considérées comme féminines ou masculines.
- ▷ Présentez, autant que possible, les spécificités de genre du terrorisme.
- ▷ Essayez de garder votre échantillon de spécialistes diversifié et faites appel aussi bien à des hommes qu'à des femmes.



Exercices pratiques

1. Établissez une liste de recommandations pour lutter contre les stéréotypes de genre dans la couverture du terrorisme dans votre pays (et/ou de la radicalisation vers l'extrémisme violent). Analysez le traitement médiatique du genre et du terrorisme dans un contexte pertinent pour la session et les participants.
2. Trouvez et analysez des exemples pratiques de traitement médiatique, quels que soient le pays ou la situation, où des femmes/filles ont joué un rôle majeur (actif ou passif) dans des actes de terrorisme ou dans la lutte contre le terrorisme.
3. Comparez la manière dont les femmes et les hommes couvrent des sujets liés au terrorisme. Repérez les différences de présentation et de style. Présentez vos résultats aux participants pour nourrir un débat.
4. Évoquez les défis à relever pour les femmes journalistes qui traitent du terrorisme. Pour cela, invitez par exemple l'une d'entre elles à partager son expérience ou, si vous pouvez vous en procurer, montrez des interviews vidéo de femmes journalistes.

5. Donnez des exemples de femmes et d'ONG gérées par des femmes impliquées dans la lutte contre le terrorisme.
6. Discutez, à l'aide d'exemples pertinents, de la manière dont des terroristes ont traité les femmes en matière de visibilité, de recrutement et de négociation de conditions avec les autorités compétentes.



Acquis d'apprentissage

Au terme de ce module, les participants devraient :

- ▷ Avoir compris les composantes du terrorisme dans le domaine du genre ;
- ▷ Avoir intégré une sensibilité aux stéréotypes de genre dans ses connaissances et compétences.



Ressources

Centres

- Global Alliance and Media and Gender.
- Le réseau international UniTWIN de l'UNESCO sur le genre, les médias et les TIC.



Bibliographie

Les utilisateurs de ce manuel sont invités à compléter cette liste par des ouvrages de référence nationaux/régionaux.

NACOS, Brigitte L. "The Portrayal of Female Terrorists in the Media: Similar Framing Patterns in the News Coverage of Women in Politics and in Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 28, no. 5, 2005, pp. 435-451.

THE EUROPEAN PARLIAMENT. *Radicalisation and Counterradicalisation: A Gender Perspective*. 2018.

UNESCO. *Setting the Gender Agenda for Communication Policy: New Proposals from the Global Alliance on Media and Gender*. 2019.

URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368962.locale=fr>

UNESCO. *Gender, Media & ICTs: New Approaches for Research, Education & Training*. 2019. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368963.locale=fr> .

Souvent, les attaques terroristes sont au moins en partie conçues avec une couverture médiatique à l'esprit.

Les éducateurs et formateurs en journalisme ont un rôle important à jouer pour soutenir la qualité des reportages sur le terrorisme, ainsi que pour renforcer les capacités des journalistes à se protéger eux-mêmes lorsqu'ils couvrent des attentats terroristes.

En tant qu'agence des Nations Unies chargée de « construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes », et conformément à son mandat de promouvoir la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, l'UNESCO cherche à relever les multiples défis liés à la couverture du terrorisme.

S'appuyant sur une publication précédente de l'UNESCO *Les médias face au terrorisme : Manuel pour les journalistes* (2017), ce nouveau manuel est principalement conçu pour les formateurs en médias et les éducateurs en journalisme.

Le manuel fournit une gamme d'outils importants sur la façon de couvrir le terrorisme de manière sûre et professionnelle.

L'UNESCO contribue à l'enseignement du journalisme dans le monde grâce à de nouvelles ressources de savoir de pointe produites chaque année.

Voir : <https://en.unesco.org/unesco-series-on-journalism-education>



UNESCO

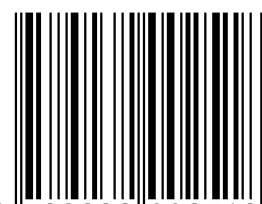
7, Place de Fontenoy, F-75352 Paris 07 SP, France

Pour en savoir plus, écrivez ipdc.secretariat@unesco.org



unesco

The International
Programme for
the Development
of Communication



9 789232 002518